

ALGÉRIE-NIGER

Vers une accélération des projets bilatéraux

La dynamique de rapprochement entre Alger et Niamey franchit une nouvelle étape. Sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les autorités algériennes ont engagé un suivi étroit des engagements pris lors de la récente visite officielle en Algérie du chef de l'État nigérien, Abdourahmane Tiani. P 3



FOIRE "RAMADHAN AU PALAIS"

**Des prix attractifs
et grande diversité
de produits**

A la manifestation "Ramadhan au Palais", devenue ces dernières années un rendez-vous commercial traditionnel, mais aussi incontournable pour beaucoup, des produits de large consommation proposés et prix raisonnables attirent une foule nombreuse, en ces premiers jours du mois sacré.

P 2

PROJET SIDÉRURGIQUE CHINOIS « JINGDONG STEEL » DE M'SILA

**60 % des travaux
de réalisation
achevés**

Le complexe sidérurgique de la société chinoise Jingdong Steel, implanté dans la zone industrielle de Draâ El Hadja, dans la wilaya de M'Sila, franchit un cap important avec un taux d'avancement global estimé à 60 %. L'annonce, faite par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), confirme l'accélération de l'un des plus importants projets industriels étrangers engagés récemment en Algérie.

P 5

PORT D'ALGER

**Hausse de 17,31%
du trafic des
marchandises
au 3^e trimestre
2025**

Le trafic des marchandises traité au Port d'Alger a enregistré une hausse conséquente de 17,31% au troisième trimestre 2025, porté notamment par la dynamique des exportations hors hydrocarbures, selon le dernier bilan de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

P 3

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE
**Inauguration
d'une nouvelle laiterie
à Rouiba** P 2

ACCIDENTS DE LA ROUTE
**Plus de 3 800
décès en 2025 !** P 5

IMPÔTS
**Prorogation des délais de
la déclaration mensuelle et
de la taxe sur la formation
et l'apprentissage** P 2

RAMADHAN
Agrodiv renforce son
programme de
production

Le groupe public des industries agroalimentaires Agrodiv a mis en place un programme spécial pour le mois de Ramadhan, prévoyant le renforcement de ses points de vente à travers l'ensemble du territoire national et la participation aux marchés de proximité ouverts à l'occasion du mois sacré, parallèlement à l'augmentation du rythme de production et au renforcement des stocks, a indiqué le Directeur général par intérim du groupe, Salim Djenaihi. Dans une déclaration à l'APS, M. Djenaihi a précisé que le groupe a mobilisé un total de 425 points de vente fixes, à travers 59 wilayas, dont 15 wilayas du Grand Sud, en sus de sa participation à 122 marchés de proximité à travers le pays, en vue de contribuer à la disponibilité des produits et à la stabilité des prix au niveau national. Ce programme prévoit également l'augmentation du rythme de production au sein des filiales du groupe, le renforcement des stocks stratégiques et l'intensification de la distribution, en coordination avec différents opérateurs, afin de répondre de manière rapide et continue aux besoins du marché et d'assurer la disponibilité des produits de large consommation durant le mois sacré, a-t-il ajouté. Ces mesures visent à répondre à la forte hausse de la demande enregistrée durant le mois de Ramadhan, notamment pour les céréales, les huiles et les produits alimentaires transformés, a-t-il expliqué. Afin d'assurer un approvisionnement régulier du marché durant le mois sacré, l'accent est mis sur la coordination permanente et efficace avec les différents départements ministériels, notamment l'Industrie, l'Agriculture, le Développement rural et la Pêche, le Commerce intérieur et la Régulation du marché national, et le Commerce extérieur et la Promotion des exportations, ainsi qu'avec les entreprises publiques et privées, a souligné le responsable.

FOIRE "RAMADHAN AU PALAIS"

Des prix attractifs et grande diversité de produits

A la manifestation "Ramadhan au Palais", devenue ces dernières années un rendez-vous commercial traditionnel, mais aussi incontournable pour beaucoup, des produits de large consommation proposés et prix raisonnables attirent une foule nombreuse, en ces premiers jours du mois sacré.

Synthèse Zahir R

Cette foire propose une grande variété de produits de large consommation, allant des fruits et légumes aux viandes, en passant par les produits alimentaires, ustensiles ménagers, électroménager et prêt-à-porter. Les visiteurs ont salué la diversité et la compétitivité des prix. Par exemple, la tomate est vendue à 75 DA/kg, la pomme de terre à 50 DA/kg, et l'oignon à 70 DA/kg, soit des tarifs bien inférieurs à ceux pratiqués dans les marchés et grandes surfaces de la capitale. Les produits surgelés comme la crevette sont également en forte demande, affichée à 900 DA le kilo contre 1.100 DA l'an dernier. Le stand des viandes, notamment ovine importée d'Espagne et bo-

vine brésilienne, attire également de nombreux clients, tandis que les épices et cafés proposés à prix réduits confirment l'attrait de cette foire. L'événement se tient jusqu'au 14 mars, ouvert quotidiennement de 10h à 17h au pavillon Casbah.

Suivi et régulation du marché

Parallèlement, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé une réunion de coordination avec le dispositif de veille chargé du suivi de l'approvisionnement en produits de large consommation. Cette démarche vise à garantir la disponibilité continue des produits de base et leur stabilité sur les marchés nationaux, a indiqué le ministère.

Dans plusieurs wilayas, les commerçants ont montré des signes positifs d'adhésion à la démarche de stabilisation des prix durant le Ramadhan, selon Issam Bedrissi, secrétaire général de l'Union des commerçants et artisans algériens (UGCAA). Au cours d'une visite aux marchés de gros de Sétif, Mila et au marché de détail d'El Eulma, la délégation a constaté une baisse des prix de certains produits agricoles allant jusqu'à 50 %, assurant la disponibilité des denrées et renforçant le pouvoir d'achat des citoyens.

Adhésion des commerçants à la stabilisation des prix

La campagne de sensibilisation menée par l'UGCAA inclut également la diffusion de vidéos en direct depuis les marchés pour

informer le public des prix pratiqués et garantir la transparence. Des restaurants de solidarité pour le f'tour sont également ouverts dans certains marchés de gros et de proximité, en coordination avec le Croissant rouge algérien (CRA), afin de soutenir les citoyens pendant le mois sacré. Entre initiatives étatiques et engagement des commerçants, le marché national montre des signes encourageants de stabilité et de bonne organisation pour le Ramadhan 2026. La combinaison de prix compétitifs à la foire « Ramadhan au Palais » et du suivi régulier des marchés nationaux contribue à créer un climat favorable aux ménages algériens, tout en valorisant les produits nationaux et en soutenant l'activité économique et artisanale locale.

IMPÔTS

Prorogation des délais de la déclaration mensuelle et de la taxe sur la formation et l'apprentissage

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prorogation des délais de souscription de la déclaration mensuelle (série G50) relative aux mois de janvier et février 2026, ainsi que de la déclaration concernant la taxe sur la for-

mation professionnelle continue et la taxe d'apprentissage au titre de l'exercice 2025. Le délai de la déclaration mensuelle (série G50) relative au mois de janvier 2026 a été prolongé jusqu'au mardi 10 mars 2026 inclus, au lieu du 20 février 2026, le

délai de la déclaration mensuelle relative au mois de février 2026 a, quant à lui, été prorogé jusqu'au jeudi 26 mars 2026 inclus, au lieu du 20 mars 2026, précise la même source. La mesure concerne également la déclaration relative à la taxe sur la

formation professionnelle continue et à la taxe d'apprentissage au titre de l'exercice 2025, dont le délai de souscription a été prolongé jusqu'au jeudi 26 mars 2026 inclus, au lieu du 20 février 2026.

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Inauguration d'une nouvelle laiterie à Rouiba

Une nouvelle laiterie a été officiellement inaugurée, jeudi à Rouiba (Alger), au terme de sa phase expérimentale, laquelle permettra de renforcer l'approvisionnement du marché des wilayas du Centre du pays en ce produit de large consommation. La cérémonie d'inauguration a été coprésidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, et la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, en présence de la Présidente-directrice générale (P-dg) du Groupe industriel public des productions laitières "Giplait", propriétaire de la laiterie, Samah Lahlouh, ainsi que du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, et du président de l'Union nationale des entrepreneurs publics

(UNEP), Ahmed Belayat. A cette occasion, une ligne de production de lait traité à ultra-haute température (UHT) a été mise en service, avec une capacité de 200.000 litres/jour, portant la capacité globale de cette laiterie, la plus grande du genre en Algérie, s'étendant sur une superficie de plus de quatre (4) hectares dans la zone industrielle de Rouiba, à plus de 1,2 million de litres/jour, dont un million de litres de lait pasteurisé subventionné destiné à la vente à prix réglementé. Les phases expérimentales de production au niveau de la laiterie ont débuté en février 2025. Le projet, réalisé en exécution de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été achevé dans un délai record de 14 mois. S'exprimant à cette occasion, M. Oualid a mis en avant l'importance de cette usine dans

le renforcement de la production nationale de lait et l'approvisionnement régulier des populations d'Alger et des wilayas limitrophes, rappelant que la consommation individuelle de lait en Algérie est estimée à 145 litres par an, contre une moyenne mondiale de 90 litres fixée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Saluant également les investissements privés dans le domaine de la production du lait, le ministre a fait état de l'orientation, "au cours des prochains mois", vers le développement d'activités à valeur ajoutée, telles que la production du lait infantile, en partenariat avec des opérateurs étrangers, en sus de l'exportation des dérivés du lait. De son côté, Mme Abdellatif a estimé que cette laiterie représente un acquis national, en termes d'approvisionnement du marché

en quantités significatives de lait, à même de contribuer à la satisfaction de la demande croissante du consommateur algérien sur cette denrée essentielle. A son tour, la Présidente-directrice générale (PDG) du groupe "Giplait" qui couvre une part estimée à 52% du marché de lait pasteurisé en Algérie, a indiqué que la laiterie de Rouiba est dotée d'équipements "assurant les plus hauts niveaux de compétence et de qualité", à même de permettre de produire des produits de qualité supérieure et à des prix compétitifs, estimant que ce projet constitue une étape stratégique vers le développement de la filière du lait, la réalisation de l'auto-suffisance, l'élimination de la pénurie et la contribution à la stabilité du marché national des produits de première nécessité.

R E

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-NIGER

Vers une accélération des projets bilatéraux

La dynamique de rapprochement entre Alger et Niamey franchit une nouvelle étape. Sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les autorités algériennes ont engagé un suivi étroit des engagements pris lors de la récente visite officielle en Algérie du chef de l'État nigérien, Abdourahmane Tiani.

Par Réda Hadi

Une réunion interministérielle de haut niveau, présidée jeudi par le Premier ministre Sifi Ghrieb, a ainsi été consacrée à l'examen de l'état et des perspectives des relations algéro-nigériennes. Cette rencontre, tenue le 19 février 2026, s'inscrit dans la continuité de la visite effectuée les 15 et 16 février par le président nigérien à Alger. Elle visait à traduire en actions concrètes les engagements bilatéraux pris à cette occasion, en mettant l'accent sur les secteurs stratégiques appelés à structurer la coopération entre les deux pays. Autour du Premier ministre, plusieurs membres du gouvernement ont pris part aux travaux : les ministres des Affaires étrangères, des Hydrocarbures et des Mines, des Finances, de la Santé, de l'Industrie, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, de la Poste et des Télécommunications, ainsi que de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Étaient également présents le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale et le directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement. Cette large représentation traduit la dimension transversale et stratégique de la relation avec le Niger. Les discussions ont porté sur un éventail de domaines prioritaires : énergie, infrastructures, industrie, santé, commerce, formation et développement des capacités humaines. L'objectif affiché est double : accélérer la concrétisation des projets bilatéraux déjà convenus et identifier de nouvelles pistes de coopération répondant aux besoins de développement du Niger tout en consolidant la présence économique et technique de l'Algérie en Afrique.

Dans ce contexte, le secteur de l'énergie occupe une place centrale. La réactivation du partenariat dans le domaine de l'électricité illustre concrètement la volonté des deux pays de passer à une phase opérationnelle. Une réunion par visioconférence s'est tenue entre les responsables du groupe public Sonelgaz et ceux de la société nigérienne d'électricité Nigelec, sous l'égide du ministère algérien de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Au terme de cette rencontre, les deux parties ont décidé de réactiver l'accord bilatéral liant les deux entreprises et d'accélérer la finalisation des textes en cours d'étude. Cette relance intervient dans le sillage direct de la visite du président nigérien, confirmant la volonté politique d'ancrer la coopération énergétique au cœur du partenariat stratégique. Parmi les projets phares figure la réalisation, par Sonelgaz, d'une centrale de production d'électricité au Niger, au profit de Nigelec. Ce projet vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement du pays en énergie électrique, un enjeu crucial pour le développement économique, l'industrialisation et l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans cette optique, il a été convenu d'envoyer prochainement un groupe d'experts de Sonelgaz à Niamey afin d'évaluer l'état de préparation du site retenu pour l'implantation de la future centrale. Cette mission technique marquera le lancement effectif de la phase d'études sur le terrain et permettra de définir les modalités techniques, logistiques et financières de la réalisation. Au-delà de l'infrastructure elle-même, le partenariat prévoit un important volet de formation et de transfert de compétences. Sonelgaz accueillera ainsi une équipe technique de Nigelec pour une formation intégrée au sein de son École des métiers de l'ingénierie de l'électricité et du gaz, rele-

vant de sa filiale spécialisée. Ce dispositif vise à doter les cadres nigériens des compétences nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des installations, garantissant ainsi la durabilité du projet. Le groupe Sonelgaz a, à cette occasion, réaffirmé sa pleine disponibilité à mobiliser ses filiales, ses infrastructures modernes et son expertise reconnue dans les différents segments de l'activité énergétique. L'ambition affichée est claire : faire de ce partenariat un modèle de coopération sud-sud fondé sur la solidarité, le partage d'expérience et le bénéfice mutuel. Du côté nigérien, les responsables de Nigelec ont salué la relance des projets conjoints et exprimé leur satisfaction quant à la nouvelle dynamique impulsée par les plus hautes autorités des deux pays. Pour Niamey, ce partenariat représente une opportunité stratégique pour consolider son système électrique, diversifier ses sources d'approvisionnement et renforcer ses capacités nationales. Plus largement, cette séquence diplomatique et opérationnelle s'inscrit dans une vision algérienne renouvelée de sa coopération africaine. En privilégiant des projets structurants, intégrant infrastructures, formation et accompagnement technique, Alger entend consolider son rôle d'acteur clé du développement régional, notamment dans l'espace sahélien. La réunion interministérielle présidée par le Premier ministre aura ainsi permis de fixer une feuille de route claire pour la mise en œuvre des engagements pris au plus haut niveau. À travers l'énergie, mais aussi les infrastructures, la santé, l'industrie et la formation, l'Algérie et le Niger semblent déterminés à inscrire leur relation dans la durée, au service d'une intégration régionale renforcée et d'un développement partagé.

UNE DÉLÉGATION DU GROUPE S'EST RENDUE AU MOZAMBIQUE Sonelgaz veut renforcer sa présence en Afrique

Une délégation d'experts du groupe Sonelgaz, conduite par le directeur général de la filiale ingénierie, effectue une visite de travail en Mozambique, en vue de transférer l'expertise algérienne en matière de production d'électricité et d'ingénierie énergétique. C'est ce qu'a indiqué le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables dans un communiqué rendu public mercredi dernier. Ce déploiement s'inscrit dans la nouvelle stratégie tracée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la présence de l'Algérie sur les marchés régionaux de l'énergie et à soutenir le partenariat Sud-Sud, ajoute la même source. Dans ce cadre, une réunion technique s'est tenue entre les membres de la délégation algérienne et les responsables du secteur de l'énergie du Mozambique afin de discuter des voies de coopération, d'échanger les expertises et d'étudier les aspects techniques et organisationnels liés au secteur. Au cours de sa visite, la délégation algérienne s'est rendue au port de Maputo pour s'enquérir des aspects logistiques liés aux opérations techniques, avant de visiter une centrale électrique réalisée en 2018, ce qui lui a permis de s'imprégner des expériences de terrain en matière d'exploitation des infrastructures énergétiques. Cette visite illustre le rôle pivot du groupe Sonelgaz dans la mise en œuvre de la politique énergétique nationale en matière d'accès aux marchés extérieurs et dans le renforcement de la position de l'Algérie en tant que partenaire énergétique africain fiable, contribuant à la sécurité énergétique et au développement durable sur le continent.

R. E.

PORT D'ALGER

Hausse de 17,31% du trafic des marchandises au 3^e trimestre 2025

Synthèse R E/APS

Le trafic des marchandises traité au Port d'Alger a enregistré une hausse conséquente de 17,31% au troisième trimestre 2025, porté notamment par la dynamique des exportations hors hydrocarbures, selon le dernier bilan de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). Le tonnage global des marchandises débarquées et embarquées durant la période juillet-septembre 2025 s'est élevé à 2,4 millions de tonnes, contre 2 millions de tonnes durant la même période de 2024, précise l'entreprise dans ce bilan publié dans le dernier numéro de sa revue. Cette progression a concerné aussi bien les importations que les exportations, avec des taux d'évolution res-

pectifs de 12,07% et 56,29%, selon la même source. «A l'instar des trimestres précédents, les résultats du troisième trimestre 2025 demeurent fortement positifs et témoignent d'une amélioration de l'activité à plusieurs niveaux, et ce en dépit des changements introduits dans les procédures liées aux importations», souligne l'EPAL, rappelant que «depuis juillet 2025, les importateurs sont soumis à l'obligation de fournir les documents relatifs à leurs programmes prévisionnels d'importation». Le trafic hors hydrocarbures, représentant 66% du trafic global, a connu une augmentation de 8,57% par rapport à la même période de l'année précédente, ajoute-t-on. S'agissant du trafic de la navigation, celui-ci affiche une évo-

lution de 17,29%, le nombre total de navires étant passé de 457 au troisième trimestre 2024 à 536 au cours du même trimestre de l'année en cours. Parmi eux, 431 navires opérants ont été enregistrés, contre 356 une année auparavant.

Le nombre de passagers progresse de 25%

Le trafic des conteneurs poursuit sa dynamique haussière avec 106.293 EVP (équivalent vingt pieds) traités, contre 71.383 EVP au troisième trimestre 2024, soit une progression de 48,91%, précise le bilan ajoutant que le tonnage net s'est élevé à 521.160 tonnes, contre 482.386 tonnes en 2024. Les livraisons de conteneurs ont évolué au même rythme que les débarquements, enre-

gistrant une amélioration de 30,73% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 23.111 unités à 30.212 unités livrées. Le troisième trimestre, coïncidant avec la haute saison du transit des passagers, a également affiché des résultats supérieurs à ceux de l'été 2024: le nombre de passagers a atteint 226.053, contre 181.411 une année auparavant, soit une progression de 24,61%, évolution expliquée notamment par les tarifs concurrentiels proposés par de nouvelles compagnies de transport maritime de voyageurs. En matière d'exploitation, l'attente moyenne en rade des navires a reculé, passant de 1,78 jour au troisième trimestre 2024 à 1,53 jour durant la même période de 2025. Cette

diminution a concerné principalement les navires vraquiers, dont le délai d'attente est passé de 10,78 jours à 7,93 jours. En revanche, le séjour à quai des navires traités par l'EPAL s'est légèrement allongé, passant de 3,43 jours au troisième trimestre de l'année précédente à 3,71 jours en 2025, soit une hausse de 0,28 jour. Cette augmentation a touché pratiquement tous les types de navires, notamment les cargos et les porte-conteneurs, qui ont enregistré des rallongements respectifs de 2,08 jours et 1,42 jour. Sur le plan financier, le résultat net de l'entreprise s'est établi à 1,3 milliard de dinars, en hausse de 74,41% par rapport à l'année précédente.

APRÈS DES
PERTURBATIONS
ENREGISTRÉES DANS
CERTAINES WILAYAS
Naftal annonce la
reprise de
l’approvisionnement en GPLc

La société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (Naftal) a indiqué, jeudi dans un communiqué, que l’approvisionnement en Gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLc) reprendra son cours normal durant les prochaines heures, après les perturbations enregistrées dans cinq wilayas du Centre et de l’Est du pays, ajoutant que ce produit est disponible en quantités suffisantes. La société a expliqué que ces perturbations sont principalement dues aux «intempéries enregistrées depuis le 20 janvier 2026, ayant empêché l’accostage des navires d’approvisionnement en provenance du complexe de production d’Arzew dans les délais prévus», soulignant que cette situation a entraîné un retard dans les opérations de chargement et de déchargement. Rassurant ses clients, Naftal a fait observer que l’ensemble des autres produits pétroliers sont disponibles en quantités suffisantes, mettant en avant la mobilisation de tous les moyens logistiques et humains, en coordination avec le groupe Sonatrach, afin de rattraper ce retard, et d’assurer la continuité du service public et l’approvisionnement régulier du marché. Par ailleurs, Naftal a présenté ses excuses à ses clients et réaffirmé son engagement à garantir la continuité du service public et l’approvisionnement régulier du marché, tout en veillant à suivre l’évolution de la situation jusqu’au rétablissement total des opérations d’approvisionnement et de distribution.

R E

INDRIVE CÉLÈBRE LE RAMADAN

Des pièces d’or et des bons d’achat de l’Aïd à gagner pour les chauffeurs

InDrive, l’application de transport intelligent et de services urbains, annonce le lancement de son initiative Ramadan 2026 à destination de ses conducteurs. Cette initiative prend la forme d’un concours à thématique familiale, pensé pour s’inscrire au-delà du mois sacré et se prolonger jusqu’aux célébrations de l’Aïd el-Fitr. Les chauffeurs Platinum les plus performants à Alger, Oran et Annaba, ayant réalisé le plus grand nombre de courses au cours des trois premières semaines du mois de Ramadan, du 1er au 21, seront récompensés dans trois catégories et recevront des cadeaux spéciaux : des pièces d’or (louis d’or), des bons d’achat pour les tenues de l’Aïd destinés aux chauffeurs et à leurs enfants, ainsi que des bonus crédités directement sur l’application inDrive. Les chauffeurs Platinum récompensés dans la première catégorie seront conviés à un événement Iftar exclusif organisé par inDrive en leur honneur.

Wail Almamman, Directeur Général d’inDrive, a déclaré : «À travers cette initiative, nous souhaitons célébrer le Ramadan comme un geste de reconnaissance envers nos conducteurs pour leur engagement et leur travail tout au long de l’année, marqué par des centaines de courses réalisées et des retours positifs de la part des utilisateurs. Le maintien du statut Platinum représente un véritable défi, ce statut exige des efforts constants qui méritent d’être reconnus ». Et d’ajouter: «Soutenir nos communautés de chauffeurs en Algérie constitue l’une des priorités majeures d’inDrive. En multipliant les initiatives tout au long de l’année, et pas uniquement pendant le Ramadan ou lors d’occasions spécifiques ; en proposant une diversité d’incitations et de récompenses. Ces actions contribuent à maintenir un haut niveau de qualité de service, tout en permettant aux chauffeurs d’augmenter leurs revenus et de partager la joie du Ramadan avec leurs familles ». Communiqué

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19983	6 859 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

RAMADHAN /SOLIDARITÉ NATIONALE

La ministre effectue une visite au foyer pour personnes âgées de Sidi Moussa

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a effectué, à la veille du premier jour du mois de Ramadhan, une visite d’inspection inopinée au foyer pour personnes âgées de Sidi Moussa, où elle s’est enquis du niveau de mise en œuvre du programme élaboré pour cette occasion, indique jeudi un communiqué du ministère. "Dans le cadre du suivi de terrain continu visant à évaluer la situation des établissements de prise en charge sociale, et en concrétisation de la volonté du secteur d’améliorer la qualité de la prise en charge et des services", la ministre de la So-

lidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a effectué, à la veille du premier jour du mois de Ramadhan, une visite d’inspection inopinée au foyer pour personnes âgées de Sidi Moussa, "lors de laquelle elle s’est enquis du fonctionnement de l’établissement et du niveau de la mise en œuvre du programme élaboré à l’occasion du mois sacré". Dans ce cadre, Mme Mouloudji a visité les structures d’hébergement, les services médicaux ainsi que l’ensemble des espaces de l’établissement, où elle a constaté le niveau de prise en charge sanitaire périodique, de l’accompagnement psychosocial, ainsi que les dispositions prises

pour la préparation et l’organisation des repas d’iftar individuels et collectifs. La ministre a également écouté les explications fournies par les staffs administratif, éducatif et médical concernant les mécanismes de mise en œuvre du programme de Ramadhan. Au terme de sa visite, Mme Mouloudji a donné une série d’instructions sur "la nécessité de renforcer la dimension humaine dans l’ensemble des activités durant le mois de Ramadhan, à travers la création d’une atmosphère familiale chaleureuse et l’intensification des programmes d’animation", ajoute la même source.

APS

CODE DE LA ROUTE

La Commission parlementaire paritaire tient sa première réunion

La commission paritaire des deux chambres du Parlement, chargée de proposer une formule consensuelle concernant les dispositions faisant l’objet de désaccord dans le texte de loi voté portant Code de la route, a tenu, jeudi au siège de l’Assemblée populaire nationale (APN), sa première réunion, indique un communiqué de l’Assemblée. Assistant à une partie de l’installation de ladite commission, le président de l’APN, M. Brahim Boughali, a exhorté ses membres à œuvrer avec compétence et responsabilité en vue de "parvenir à des résultats à la hauteur de l’action institutionnelle requise et d’aboutir à un consensus entre les deux chambres dans le traitement des dispositions faisant l’objet de désaccord dans le Code de la route", précise la même source. La réunion de la commission paritaire a été convoquée par le doyen d’âge de ses membres, M. Nasr Eddine Baba Addoun, membre du Conseil de la nation, et ce, conformément

aux dispositions de l’article 91 (alinéa 1) de la loi organique N 16-12 fixant l’organisation et le fonctionnement de l’Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, modifiée et complétée, ajoute la même source. Conformément aux procédures prévues par l’article susmentionné, "les membres présents ont élu à l’unanimité le bureau de la commission, composé de MM. Kadda Nedjadi (APN), président de la commission, Yahia Charef (Conseil de la nation), vice-président, Nouredine Bounefla (Conseil de la nation), rapporteur, et Miloud Tessouh (APN), également rapporteur". S’exprimant à cette occasion, M. Nedjadi a rappelé que la mission de la commission consistait à proposer une nouvelle mouture consensuelle concernant les dispositions objet de désaccord entre le Conseil de la nation et l’APN dans le texte de loi relatif au Code de la route, précisant que son action visait à "renforcer le consensus et à garantir la qualité et la cohérence de la législation, au service de l’intérêt suprême de l’Etat et pour

renforcer la confiance du citoyen en les institutions constitutionnelles". Après avoir appelé les membres du bureau élus à "faire preuve d’esprit de complémentarité et au respect strict des procédures de référence", M. Nedjadi a souligné que le succès de la commission "se mesure par sa capacité à cristalliser une mouture fédératrice réalisant l’harmonie entre les visions des deux chambres, dans le cadre d’un Parlement bicaméral et une seule voix, tout en préservant l’équilibre institutionnel consacré par la Constitution". Pour rappel, le désaccord porte sur les articles 104, 119, 121, 124, 125, 127, 128, 129, 161, 166 et 170. La commission paritaire se penchera sur l’examen de ces dispositions à partir de sa prochaine réunion, prévue lundi prochain. A cet égard, "un nouveau texte sera proposé sur cette question, conformément aux procédures en vigueur prévues par la Constitution, la loi organique n 16-12 modifiée et complétée, ainsi que les règlements intérieurs des deux chambres du Parlement", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 19 فيفري 2026 الموافق لـ 01 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Février 2026 (01 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	68	77	59	البطاطا
	Tomate	87	100	74	الطماطم
	Oignon sec	77	85	69	البصل الجاف
	Ail sec	973	1071	875	الثوم الجاف
	Carotte	101	114	88	الجزر
	Navet	107	118	95	اللفت
	Choux fleur	105	116	93	قرنبيط
	Choux	93	105	81	الكرنب
	Courgette	186	200	172	الكوسة
	Haricot vert	406	437	375	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	170	186	153	الخس
Fruits frais	Mandarine	205	239	171	المندرين
	Orange	158	195	120	البرتقال
	Citron	147	169	126	الليمون
	Pomme locale	399	485	312	التفاح المحلي
	Datte	505	638	373	التمر
	Banane	453	476	430	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1934	2073	1796	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	406	420	392	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Plus de 3 800 décès en 2025!

L'hécatombe routière se poursuit en Algérie avec un bilan particulièrement lourd pour l'année 2025. Selon les chiffres dévoilés par la Délégation nationale pour la sécurité routière, 26 976 accidents corporels ont été enregistrés, faisant 37 020 blessés et 3 838 morts. Ce bilan, en progression par rapport à l'année précédente, remet au premier plan la question du civisme au volant et de l'efficacité des dispositifs de prévention. La recrudescence de la mortalité et de la sinistralité interroge plus que jamais l'impact des campagnes de sensibilisation et souligne l'urgence d'une prise de conscience collective.

Par Selma R.

Invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, Lahcen Boubka, directeur d'études au sein de la Délégation nationale pour la sécurité routière, a dressé un état des lieux préoccupant. « 26 976 accidents corporels ont été enregistrés en 2025, faisant 37 020 blessés et 3 838 décès », a-t-il précisé. Comparativement à 2024, tous les indicateurs sont orientés à la hausse. « Le nombre d'accidents a augmenté de 2,68 %, celui des décès de 2,62 % et le nombre de blessés a connu une hausse de 4,9 % », a-t-il ajouté. Malgré le renforcement des contrôles et les efforts de sensibilisation, la situation demeure préoccupante. Pour Lahcen Boubka, la responsabilité humaine reste au cœur du problème. « Le facteur humain demeure prédominant, à plus de 96 %. Il s'agit principalement de l'inattention et de la baisse de vigilance des conducteurs, notamment en agglomération », a-t-il expli-

qué. À ces comportements s'ajoutent « l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le refus de priorité, les manœuvres imprudentes, la non-utilisation des passages piétons et le non-respect des distances de sécurité ». Autre signal d'alerte : l'implication croissante des motocycles dans les accidents. « Ils sont impliqués dans près de 24 % des accidents dans les grandes villes », a indiqué le responsable, qualifiant ce taux d'alarmant. Le parc national est estimé entre 200 000 et 300 000 scooters et cyclomoteurs. « C'est un chiffre énorme », a-t-il averti, soulignant la vulnérabilité accrue des conducteurs de deux-roues et la nécessité d'un encadrement plus strict. Face à cette situation, la Délégation nationale pour la sécurité routière mise sur la prévention, notamment durant le mois de Ramadhan, période marquée par une circulation plus dense et une vigilance parfois affaiblie par la fatigue. Une campagne spécifique est ainsi reconduite,

avec l'appui du ministère des Affaires religieuses. Les imams sont appelés à relayer des messages de prévention lors des prêches du vendredi afin d'encourager la prudence et le respect du code de la route. Les premiers résultats semblent encourageants pour cette période particulière. « Nous avons constaté une diminution des accidents de l'ordre de 1,41 % et de 8,98 % des décès durant le Ramadhan 2025 par rapport à 2024 », a relevé Lahcen Boubka, y voyant l'effet conjugué des actions de sensibilisation et de la mobilisation des différents acteurs. Malgré cette amélioration ponctuelle, le bilan annuel reste lourd. Avec près de 27 000 accidents et plus de 3 800 vies perdues en une seule année, la sécurité routière demeure un défi majeur. Les autorités insistent : au-delà des infrastructures et des contrôles, seul un changement durable des comportements permettra d'inverser la tendance et de préserver des milliers de vies.

PROJET SIDÉRURGIQUE CHINOIS « JINGDONG STEEL » DE M'SILA

60 % des travaux de réalisation achevés

Par Selma R.

Le complexe sidérurgique de la société chinoise Jingdong Steel, implanté dans la zone industrielle de Draâ El Hadja, dans la wilaya de M'Sila, franchit un cap important avec un taux d'avancement global estimé à 60 %. L'annonce, faite par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), confirme l'accélération de l'un des plus importants projets industriels étrangers engagés récemment en Algérie. Porté par un investissement de 500 millions de dollars, ce mégaprojet sino-algérien s'étend sur une superficie d'environ 36 hectares. Il a officiellement démarré après l'octroi de l'acte de concession en juin 2025, et affiche depuis une progression soutenue. Ce rythme d'exécution reflète, selon les responsables, la volonté des autorités de faciliter les investissements structurants et de réduire les délais administratifs pour les projets à forte valeur ajoutée. Le futur complexe sera développé en deux grandes phases. La première portera sur la production de tôles d'acier, avec une capacité annuelle estimée à 200 000 tonnes. La seconde concernera la fabrication de tubes en acier, pour une capacité d'environ 300 000 tonnes par an. À terme, l'unité atteindra ainsi une capacité globale de 500 000 tonnes annuelles de produits sidérurgiques transformés. Ce positionnement industriel vise un double objectif stratégique. D'une part, répondre à la demande croissante du

marché national dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, de l'énergie et de l'hydraulique. D'autre part, réduire sensiblement la facture d'importation des produits ferreux, en substituant une partie des achats extérieurs par une production locale compétitive. Selon les projections, 50 % de la production sera destinée au marché intérieur, tandis que l'autre moitié sera orientée vers l'exportation, renforçant ainsi la vocation exportatrice de l'économie nationale. Le projet se distingue également par son intégration locale. Il est prévu que près de 80 % des matières premières utilisées proviennent de ressources nationales, ce qui permettra de mieux valoriser le potentiel minier algérien et d'améliorer la balance commerciale du secteur sidérurgique. Au plan social, l'impact attendu est significatif pour la wilaya de M'Sila. Le complexe prévoit la création de 1 114 emplois directs, auxquels s'ajouteraient près de 2 000 emplois indirects dans les domaines de la sous-traitance, du transport, de la logistique et des services. Un centre de formation spécialisé dans les métiers du fer et de l'acier devrait également être mis en place afin d'assurer le transfert de savoir-faire technologique et de renforcer les compétences locales. Au-delà de sa dimension industrielle, le projet Jingdong Steel s'inscrit dans une dynamique plus large de coopération économique entre l'Algérie et la Chine, notamment dans les secteurs des mines, des infrastructures et de la transformation des ressources naturelles. Pour la

wilaya de M'Sila, longtemps perçue comme à vocation principalement agricole, l'implantation de ce complexe marque une étape décisive vers son affirmation en tant que pôle industriel émergent. Avec un taux de réalisation déjà porté à 60 %, le chantier entre dans une phase déterminante. Sa mise en service progressive devrait consolider la stratégie nationale de diversification économique et positionner l'Algérie comme un acteur plus compétitif dans la transformation de l'acier à l'échelle régionale. Par ailleurs, le complexe est appelé à jouer un rôle structurant dans l'organisation de la filière sidérurgique nationale. Selon les projections communiquées lors de la présentation du projet, l'unité devrait contribuer à l'augmentation significative de l'offre locale en produits plats et tubulaires, segments encore fortement dépendants des importations. La mise en exploitation complète du site devrait intervenir progressivement après l'achèvement des travaux, avec une montée en cadence échelonnée sur plusieurs mois afin d'atteindre la pleine capacité de 500 000 tonnes annuelles. Le projet prévoit également l'installation d'équipements industriels de dernière génération répondant aux normes internationales de qualité et de performance énergétique, avec l'ambition de positionner M'Sila comme un hub régional capable de desservir non seulement le marché maghrébin, mais aussi certains pays africains et méditerranéens.

AAPI
Réunion
d'évaluation du
programme de
jumelage avec
l'Allemagne

Le comité de pilotage du projet de jumelage institutionnel entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le ministère fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie a tenu, mercredi, une réunion par visioconférence consacrée à l'évaluation du bilan des deux premiers mois de mise en œuvre du programme et au suivi des missions programmées pour la prochaine période, indique un communiqué de l'Agence. La réunion a été coprésidée par le directeur général de l'Agence et chef de projet pour la partie algérienne, M. Omar Rekkache, ainsi que par la directrice au ministère fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie et cheffe de projet pour la partie allemande, Mme Gerlind Heckmann, en présence du représentant de la Délégation de l'Union européenne en Algérie, M. Fausto Perini. Lors de cette rencontre, un exposé détaillé a été présenté sur les activités réalisées depuis le lancement du projet en novembre dernier, notamment en ce qui concerne le renforcement et l'amélioration des techniques et outils de promotion de l'investissement, le développement de l'exploitation des données et des statistiques pour l'évaluation, ainsi que l'élaboration de rapports et d'études y afférents. La première phase du programme a permis d'identifier les acquis initiaux et d'opérer les ajustements nécessaires afin d'assurer une meilleure adéquation entre les objectifs du projet et les besoins de l'Agence, ainsi que sa cohérence avec les priorités nationales en matière d'attraction des investissements, a précisé M. Rekkache. L'objectif principal du jumelage consiste à permettre à l'Agence d'adopter les meilleures pratiques en matière de promotion de l'investissement et de développer son approche en matière des projets, de manière à obtenir des résultats concrets, mesurables et durables, a-t-il ajouté. Il a également salué la qualité des échanges professionnels entre les cadres de l'AAPI et les experts allemands lors des différentes rencontres et missions techniques. Mme Heckmann a, de son côté, mis en avant les résultats enregistrés durant la première phase, appelant à poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs du jumelage et renforcer son efficacité. Le jumelage institutionnel s'étale sur une période de huit mois et vise l'échange de savoir-faire et d'expertises entre les deux parties, notamment en matière de modernisation des outils de gestion, de l'amélioration de la gouvernance et du développement des mécanismes de promotion et de ciblage des investissements à valeur ajoutée. Ce programme devrait contribuer au renforcement des capacités institutionnelles de l'Agence dans les domaines de la numérisation et de l'exploitation des données liées à l'investissement, du développement des outils d'analyse économique, ainsi que de l'adoption des meilleures pratiques en matière de promotion et de suivi des projets. Il tend également à améliorer la transparence et la célérité du service public offert aux investisseurs et à promouvoir une approche plus efficace pour attirer des investissements durables soutenant la création de richesse et d'emplois et le transfert de technologie.

APS

IN-GUEZZAM

Diverses
opérations de
développement en
chantier à Tin-
Zaouatine

De nombreux projets dans divers secteurs sont en cours de réalisation dans la commune de Tin-Zaouatine (wilaya d'In-Guezzam), afin d'impulser la dynamique de développement et d'améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Il s'agit, entre autres, de la réalisation d'un hôpital de 60 lits et d'une polyclinique qui, une fois opérationnels, permettront de renforcer la couverture sanitaire et de rapprocher les prestations médicales des habitants, a souligné la même source.

La commune de Tin-Zaouatine a également bénéficié de la réalisation de deux groupements scolaires implantés respectivement au niveau de la cité des 450 logements et du quartier d'Isfarne, de travaux d'aménagement d'un lotissement comprenant 495 parcelles d'habitat rural groupé et d'un autre social composé de 200 parcelles, en plus de la réhabilitation du réseau routier urbain, selon les services de la wilaya. Ce programme de développement comprend aussi la réalisation de 100 logements publics locatifs (LPL) et une piste d'atterrissage et de décollage pour le nouvel aéroport de Tin-Zaouatine, qui s'étend sur 3000m x 45m, contribuant ainsi au renforcement du transport aérien et au désenclavement de la région, a-t-on ajouté de même source.

Lors d'une récente visite d'inspection, le wali d'In-Guezzam, Noureddine Rafsa, a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux dans le but de réceptionner ces projets dans les délais impartis.

Cette visite de terrain s'inscrit dans le cadre du suivi de la concrétisation des projets destinés à améliorer les conditions de vie des citoyens, avec pour objectif de remédier les insuffisances entravant le processus de développement local, et ce en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés, a-t-on indiqué.

APS

BLIDA/RAMADHAN

Un plan d'action exceptionnel pour la collecte des déchets ménagers

L'établissement public de collecte et de traitement des déchets ménagers "Mitidja-Nadhafa" de la wilaya de Blida a mis en place un plan d'action exceptionnel pour la collecte et le transport des déchets ménagers durant le mois de Ramadhan, marqué par une hausse significative du volume de ces déchets, a-t-on appris jeudi auprès de cette entreprise publique.

Ce dispositif vise à garantir la salubrité du cadre de vie et à assurer un environnement sain aux citoyens, qui sont appelés à soutenir les efforts de l'établissement en respectant les horaires de sortie des déchets, a indiqué à l'APS la cheffe du service de l'environnement et de l'hygiène Souad Siyad. Elle a souligné que ses services prévoient une augmentation de près de 30 % du volume des déchets ménagers durant ce mois, la quantité collectée passant de près de 900 tonnes/jour en période ordinaire à près de 1.200 tonnes/jour durant le Ramadhan. Le plan en question porte sur le renforcement des opérations de collecte, notamment au niveau des marchés populaires et des grands ensembles urbains, ainsi que des campagnes de nettoyage des artères principales et secondaires, des entrées et sorties de villes et des places publiques. Il inclut également le déplacement de certains points de collecte situés à proximité des mosquées. Par ailleurs, l'établissement a entamé le remplacement des bacs vétustes par de nouveaux conteneurs d'une capacité de 770 litres, notamment dans les grands pôles urbains tels que Sefsaf et Haouch Errih, ainsi que dans les quartiers à forte densité de po-



pulation, à l'instar de Souakria et Sidi Hamad (Meftah), et dans les communes à forte concentration démographique, comme Ouled Yaïch, Blida, Larbaa et Boufarik. Mme.Siyad a également fait état du renforcement des tournées de collecte à travers les cités, quartiers et rues, appelant les citoyens à respecter les horaires fixés pour la sortie des déchets, à 20h00 et à 06h00, tout en mettant en garde contre le mélange des déchets dangereux avec les or-

dures ménagères, afin de préserver la sécurité des agents.

Une campagne de sensibilisation a, en outre, été lancée au profit des commerçants exerçant le long des artères principales, les invitant à sortir leurs déchets en une seule fois à la fin de leurs activités, afin d'éviter leur accumulation, susceptible de menacer la santé publique et de défigurer le paysage urbain, a conclu la même source.

APS

BOUMERDÈS

Mise en service d'un nouveau système d'alimentation en eau à Cap Djinet

Un nouveau système d'alimentation en eau potable (AEP), à partir de la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de la commune de Cap Djinet, à l'est de la wilaya de Boumerdès, a été mis en service jeudi. Ce nouveau dispositif permettra d'assurer l'alimentation en eau potable de 1.500 foyers. L'opération a été réalisée pour un montant de près de 70 millions de DA, représentant un financement conjoint entre le budget communal

et le ministère de tutelle, selon l'exposé présenté au wali de Boumerdès, Fouzia Naama, lors de l'inauguration de ce projet dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité du service public, renforcer la couverture en eau potable et à garantir un approvisionnement régulier et permanent aux habitants, contribuant ainsi à la stabilité des populations et à l'autonomie en

matière de distribution. Il s'agit de la réalisation de deux (2) stations de pompage, dont une à Ouled Ali, ainsi que de deux réservoirs d'une capacité de 500 m3 chacun, la pose d'une conduite de refoulement, le renouvellement et l'extension du réseau de distribution dans le village d'Ouled Samir, outre la réhabilitation des équipements de pompage et du transformateur électrique y afférent. Le système intégré affiche une capacité de production dépassant 600

m3/jour, assurant le transfert, le stockage et la distribution de l'eau dans des conditions optimales. A noter que l'alimentation en eau potable de la wilaya est assurée principalement par le système de transfert du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), ainsi que par les barrages de Keddara, Hamiz et Beni Amrane, et par les eaux dessalées issues des SDEM de Cap Djinet et de Corso.

APS

SÉTIF

Saisie de produits cosmétiques périmés et moyens de falsification des dates de péremption

Les éléments de la brigade mobile de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Sétif ont saisi une quantité de produits cosmétiques périmés et des moyens de falsification des dates et ont arrêté deux suspects, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps constitué.

Le chef du bureau de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire principal de police Mohamed Ferahta, a précisé que l'affaire a été traitée suite

à l'exploitation d'informations relatives au stockage par une personne dans un des quartiers de la ville de Sétif de produits cosmétiques périmés puis leur distribution aux vendeurs de détail après la pose de dates de péremption falsifiées.

La même source a ajouté que suite à cela, un groupe en tenues civiles a été chargé de mener des investigations qui ont conduit les enquêteurs de la brigade à arrêter le mis en cause à bord

d'un véhicule utilitaire transportant une quantité de produits cosmétiques divers périmés sans registre de commerce, alors que son complice a été par la suite arrêté à son tour.

Selon la même source, la perquisition en coordination avec le parquet compétent du domicile du suspect a permis de saisir 670 unités de produits cosmétiques périmés, 907 étiquettes avec des dates de péremption dépassées, un cachet en plastique portant la

mention en français « Original », un tampon dateur en métal, de l'encre noir, un outil pour effacer les dates de péremption dépassées et 23 unités de psychotropes.

Au terme des procédures légales, les deux suspects âgés de 43 et 44 ans ont été présentés devant le parquet compétent près le tribunal de Sétif, a-t-on indiqué.

APS

La société, l’État et les marchés

Au cœur du débat sur le marché se trouve la dichotomie de la société et de l’économie, de la société et de la nature. L’approche standard consacre ces dichotomies, les approches institutionnalistes s’efforcent de les corriger.

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Le point de départ de la théorie des conventions consiste à comprendre comment les individus parviennent à mettre en place des règles de coopération et de comportements dans des situations d’incertitude avec pour hypothèse centrale que les individus ont une rationalité limitée. Il est très clair pour les conventionnalistes que « sans le secours d’objets collectifs irréductibles à la rationalité individuelle, les interactions entre acteurs individuels rationnels seraient incapables de produire à elles seules une réalité sociale déterminée »[14]. Une convention est ainsi la solution à un problème de coordination qui, ayant réussi à concentrer sur elle l’imagination des acteurs, tend à se reproduire avec régularité. C’est une règle de comportement qui a sa source dans les interactions sociales, mais se présente aux acteurs sous une forme objectivée, réifiée, naturalisée et ayant une dynamique qui échappe en partie aux acteurs.[15] Les marchés sont coordonnés par des conventions partagées, c’est-à-dire des systèmes de normes, de justifications et de repères communs. Le prix n’est pas seul ; la confiance, la réputation, les labels, les normes de qualité sont essentiels. Le marché exige des institutions complémentaires : systèmes de certification, droits de propriété intellectuelle, normes techniques et professionnelles, instances de médiation. Exemple : Le marché "équitable" ou "bio" repose sur des conventions explicites qui dépassent le seul prix. La coordination de l’activité marchande n’est pas simplement marchande, elle est aussi sociale et politique. La notion de coordination est ici centrale, elle reprend la dichotomie économie et société, État et société. La société coordonne autant que le marché les échanges (conventions), l’État coordonne autant que le marché les échanges (normes, politiques publiques). Les rapports entre les individus de la société marchande, leurs échanges, ne sont pas coordonnés par le seul rapport des prix, par les seules interactions marchandes. Les individus ne disposent pas d’information complète, ils doivent convenir pour faire face à l’incertitude.

Les variétés de capitalisme

Une quatrième approche est dite des différentes formes du capitalisme (Hall & Soskice[16]). Il n’existe pas un seul modèle de marché capitaliste, mais des modèles nationaux distincts, reposant sur des arrangements institutionnels complémentaires. La différenciation renvoie à des normes : coopération vs concurrence, confiance, long-termisme vs court-termisme. Et des institutions complémentaires différentes : le modèle rhénan/coordonné (Allemagne, Japon) : banques relationnelles, syndicats puissants, formation professionnelle duale, coordination inter-entreprises ; le modèle anglo-saxon/libéral : marchés financiers dominants, mobilité du travail, régulation légère. Ces modèles montrent que la performance économique dépend de la cohérence de l’ensemble institutionnel, pas

seulement de la « libéralisation ». Le capitalisme allemand appelé « capitalisme rhénan » apparaissait aux yeux de ses promoteurs comme un capitalisme idéal, se distinguant du capitalisme anglo-saxon par différents traits fondamentaux : un rôle essentiel des banques dans le financement durable des entreprises industrielles, un partenariat social assurant à la fois un règlement autonome des conflits sociaux et un système de cogestion dans les entreprises, un système développé de protection sociale, une politique de stabilité monétaire gérée par une Banque centrale indépendante et enfin une politique de protection de la concurrence et de lutte contre les monopoles[17].

L’approche des capacités d’Amartya Sen

Amartya SEN souligne l’importance des institutions et des choix publics. Dans son ouvrage l’Idée de justice, il affirme : « Le marché est une institution parmi d’autres. Son efficacité et son équité dépendent de la présence d’institutions complémentaires – des services publics, une protection sociale, une régulation intelligente – et surtout d’un débat public éclairé. C’est par la démocratie que l’on peut orienter l’économie vers des fins socialement choisies. » Dans l’ouvrage « Un nouveau modèle économique » il affirme qu’« il y a une forme de fétichisme dans l’idée que le marché résoudre tous les problèmes, tout comme il y en a une dans l’idée qu’il faudrait l’abolir. La question n’est pas « marché ou pas marché », mais « comment le marché peut-il servir les libertés humaines, et quelles autres institutions sont nécessaires pour corriger ses échecs et ses injustices ? » Ainsi dans l’ouvrage « Développement comme liberté », affirme-t-il : « La liberté de participer au marché est une liberté importante. Mais elle doit être complétée par la liberté de ne pas mourir de faim, de ne pas être malade sans soins, de ne pas être ignorant. L’État et la société ont la responsabilité de créer les conditions pour que tous puissent exercer leurs libertés substantielles. » La liberté individuelle ne doit pas être seulement formelle, elle doit être substantielle. D’où sa notion de capacité : on peut être formellement libre, mais incapable de l’être réellement. Dans son livre « L’Idée de justice », il envisage le débat public démocratique comme garant d’un marché efficace et équitable : « Une société démocratique ne se contente pas d’organiser des élections. Elle doit aussi permettre un débat public continu sur les priorités économiques et sociales. C’est ce débat qui peut révéler les souffrances cachées, corriger les politiques qui excluent, et obliger les gouvernants à rendre des comptes. La grande famine ne survient pas dans une démocratie avec une presse libre. » Selon A. SEN, La possibilité du choix social existe, le débat public démocratique peut produire des décisions sociales raisonnées et raisonnables à condition de ne pas se limiter au raisonnement formel, à condition d’accepter d’enrichir notre information et de reconnaître la complexité des avantages humains, sans exiger une précision illusoire ni se limiter à des mé-

triques trop étroites. La complémentarité entre raisonnement formel et compréhension informelle des valeurs est au cœur de cette entreprise. La focalisation sur les seules comparaisons d’états mentaux a occulté la richesse des informations disponibles sur les conditions de vie réelles, les capacités, les libertés substantielles. Les comparaisons interpersonnelles n’ont pas besoin d’être parfaitement précises pour être utilisables, des comparabilités partielles suffisent souvent pour éclairer des décisions sociales raisonnées. Il y a globalement chez Amartya une contrainte majeure qui pèse sur le raisonnement : il intervient à l’intérieur du débat philosophique et économique mondial dominé par la pensée occidentale. Il débat avec cette pensée. Il doit faire avec le raisonnement dichotomique, il en élargit le cadre, pour que l’on puisse ensuite éventuellement le dépasser. Il est une dichotomie qui rend particulièrement difficile la possibilité de décisions sociales raisonnées et raisonnables dans le débat public démocratique. La dichotomie entre le sensible et l’intelligible risque de restreindre le débat public à la seule communauté scientifique. Cette dichotomie dépossède le sens commun de la vérité. Ainsi de l’idée du marché. Pour le sens commun, le marché est une notion courante opératoire. Notre vie se passe dans une série de marchés. Entre mari et femme, parents et enfants, voisins et étrangers. Les engagements et contrats peuvent être formels et informels. Je voudrais prendre pour exemple le « marché » entre parents et enfants, les actifs prennent en charge les inactifs à tour de rôle : les parents d’abord, les enfants ensuite. Lorsque les adultes n’ont pas d’enfants, ils doivent passer « marché » (formel ou informel, symétrique ou asymétrique, conflictuels ou non) avec d’autres sociétés qui leur fourniront les enfants pour assurer leur retraite ou l’énergie qui fera fonctionner des robots qui travailleront pour eux. Que se passe-t-il si ces marchés qui dépendent de tiers lointains ne peuvent pas être passés ? En réalité la société se structure en marchés. Mais des marchés qui mobiliseront des rapports formels et informels, différents mode d’intégration. Nous oublions trop souvent quand nous parlons de science, que la science est la pratique d’une communauté de scientifiques qui doit faire consensus, mais partageant un certain nombre d’évidences et de problèmes. On débat toujours avec des collègues, dans un groupe formel ou informel. Nous débattons avec eux, mais débattons-nous entre nous et débattent-ils avec nous ?

Économie Post-Keynésienne : Mariana Mazzucato

Pour Mariana Mazuccato, le marché est un espace de co-création de valeur entre public et privé. L’innovation est alors dirigée vers des missions sociétales (transition écologique, santé), un partage juste de la valeur créée. Ce qui suppose un État entrepreneur et investisseur stratège (comme le fut le DARPA aux États-Unis) et des politiques industrielles actives.

Mais aussi des règles pour que les bénéfices privés issus d’investissements publics soient réinvestis dans l’intérêt général. Mazzucato dissout les dichotomies sociales fondamentales en les enjambant. Ainsi avec les notions de partenariat, d’intérêt général et de mission est mêlé ce qui est séparé, les intérêts privés et l’intérêt général. La mission doit subsumer l’intérêt privé dans l’intérêt général à travers un partenariat privé-public. « Un exemple intéressant nous est apporté par la réussite au Vietnam de la lutte contre l’épidémie de Covid-19. Le gouvernement de ce pays ... a obtenu ce résultat grâce à sa capacité à mobiliser différentes composantes de la société (recherche, armée, secteur privé, société civile) autour d’un but commun, et à faire un usage stratégique de la commande publique dans le domaine de la recherche-développement (R&D) médicale pour faire émerger des solutions innovantes – c’est-à-dire qu’il a eu recours aux dépenses publiques pour augmenter l’investissement du secteur privé. Une coopération public-privé efficace a permis de déboucher rapidement sur la commercialisation des tests qui furent exportés en Europe et ailleurs, tout en étant déployés dans tout le Vietnam. Le gouvernement a su galvaniser des dessinateurs d’affiches, intelligemment tirer parti des réseaux sociaux, et a même édité des timbres pour promouvoir de nouveaux comportements. »[18] « C’est parce qu’ils participaient d’une mission, pilotée par l’État et accomplie par de nombreuses parties, que tous ces efforts constituaient un tout intégré et orienté dans la même direction. Aujourd’hui, nous manquons désespérément d’une approche « missionnaire » – sous forme de partenariats entre les secteurs public et privé appelés à résoudre des problèmes sociétaux clés. »[19]

Approches institutionnelles et pensée occidentale

Ces différentes approches corrigent d’une manière ou d’une autre les séparations entre économie et société, économie et politique, société et État, mais ne contestent pas fondamentalement leur dichotomie. Elles restent dans le cadre de la pensée occidentale, dans sa cosmologie, celle du naturalisme. Pour Philippe Descola, « le naturalisme forme le terreau cosmologique du capitalisme ».[20]. L’objectif de ses approches est de réformer le capitalisme des sociétés occidentales. (A suivre)

Notes

[14] Dupuy Jean-Pierre, Eymard-Duvernay François, Favereau Olivier, Salais Robert et Thévenot Laurent, 1989, "Économie des conventions", Revue économique, vol 40, n°2.
[15] https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_des_conventions
[16] Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage. Oxford University Press. 2001
[17] Patricia Commun. Les ordo-libéraux. ... op. cit.
[18] Mission économie. Un guide pour changer l’économie. Fayard.
[19] Ibid.
[20] Philippe Descola. Politiques du faire monde. Seuil. 2025

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

CONCERNANT LE
TRANSFERT DE
L'EXPLOITATION DU
GISEMENT GÉANT WEST
QURNA

**L'Irak approuve un
«règlement à
l'amiable» avec le
russe Lukoil 2**

Le gouvernement irakien a approuvé mardi un « règlement à l'amiable » avec la société russe Lukoil concernant le transfert de l'exploitation du gisement pétrolière géant de West Qurna 2 à la société publique Basra Oil Company, selon un communiqué officiel. Le mois dernier, l'Irak avait nationalisé ce champ pétrolier après que les États-Unis eurent imposé des sanctions à Lukoil pour accentuer la pression sur la Russie afin qu'elle mette fin à la guerre en Ukraine. West Qurna, l'un des plus grands gisements pétroliers au monde, représente environ 0,5 % de l'offre mondiale de pétrole et près de 10 % de la production irakienne. La nationalisation du gisement West Qurna 2 intervient alors que les discussions se poursuivent avec le géant américain Chevron concernant ce champ. Lukoil dispose jusqu'au 28 février pour vendre ses actifs en vertu des sanctions américaines. Trois sources ont indiqué à Reuters le mois dernier que Chevron et le ministère irakien du Pétrole sont en négociation pour améliorer les conditions contractuelles. Tout accord sur de nouvelles modalités devra recevoir l'approbation du gouvernement irakien, ont précisé deux de ces sources. Un accord pour Chevron sur West Qurna 2 constituerait une nouvelle avancée du major américain en Irak, après avoir accepté de développer plusieurs champs dans le pays dans le cadre de son expansion internationale, faisant suite à l'acquisition du producteur pétrolier américain Hess pour 53 milliards de dollars en 2025. La société Basra Oil Company a pris en charge l'exploitation du gisement pour une période de 12 mois, dans l'attente de la résolution de la question de la propriété, ont indiqué deux responsables de l'entreprise à Reuters. Agence

**Synthèse rédaction
internationale**

La Libye a attribué à plusieurs groupes occidentaux, dont Vitol, Trafigura et TotalEnergies, des contrats d'approvisionnement en essence et en diesel, ont indiqué mercredi 18 février, à Reuters, des sources proches du dossier. Le pays nord-africain produit environ 1,4 million de barils de pétrole par jour, mais ses capacités de raffinage restent insuffisantes pour couvrir la demande intérieure. Cette contrainte structurelle l'oblige à importer une large partie de ses carburants. Jusqu'à récemment, ces importations reposaient en grande partie sur des produits russes, souvent échangés contre des cargaisons de brut libyen. Tripoli privilégie désormais des appels d'offres pour couvrir ses besoins en carburants, une évolution qui réduit mécaniquement la place de la Russie sur le marché libyen. Selon l'analyste de données Kpler, les exporta-

tions russes de carburants vers la Libye sont tombées à environ 5 000 barils par jour en 2026, contre 56 000 barils par jour en moyenne entre 2024 et 2025, période durant laquelle Moscou était le principal fournisseur.

**Un basculement des flux
d'importation et d'exportation**

La recomposition touche aussi les exportations de brut. Le négociant suisse BGN, longtemps acteur central des chargements libyens, perd du terrain au profit d'acteurs occidentaux auxquels davantage de droits d'exportation ont été attribués. Cette inflexion intervient dans un contexte de refonte du secteur pétrolier libyen, quinze ans après la chute de Mouammar Kadhafi et plus d'une décennie de conflits, d'arrêts de production et d'incertitudes contractuelles. Les autorités cherchent à stabiliser le cadre opérationnel et à relancer l'investissement afin de porter la production à 2 millions de barils par jour à

moyen terme. Cette ambition s'est traduite par le lancement récent de cycles de licences pétrolières, les premiers depuis 2007. En parallèle, la Russie, confrontée aux sanctions occidentales liées à la guerre en Ukraine, a redéployé ses exportations de produits raffinés vers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. La perte progressive du marché libyen s'ajoute à la baisse de ses ventes vers l'Inde et la Turquie, accentuant son recentrage vers la Chine.

**Un recentrage vers
les majors occidentales**

Pour la Libye, le recours accru à des partenaires occidentaux répond à plusieurs objectifs : sécuriser des volumes depuis des installations proches et restaurer la confiance des investisseurs internationaux. Cette orientation s'inscrit dans une dynamique plus large d'ouverture aux compagnies américaines et européennes, illustrée

par la signature d'accords de développement pétrolier de long terme, notamment avec ConocoPhillips et TotalEnergies. Le dernier cycle de licences pétrolières confirme cette orientation, avec l'attribution de blocs à plusieurs majors internationales, dont Chevron. Ces décisions s'accompagnent d'initiatives diplomatiques en direction de Washington, comme l'annonce d'un forum énergétique bilatéral et la proposition d'un partenariat stratégique couvrant l'énergie, les mines et les infrastructures. Cette recomposition soulève une question implicite : en s'éloignant des flux russes, la Libye cherche-t-elle aussi à réduire son exposition aux risques liés aux sanctions américaines, même indirectes ? Sans l'annoncer explicitement, l'orientation actuelle dessine une convergence croissante avec les priorités énergétiques des États-Unis et de l'Europe, dans un contexte de diversification post-russe des approvisionnements.

TUNISIE

L'aquaculture a capté trois fois plus d'investissement privé en 2025

En Tunisie, comme dans la majorité des pays côtiers, l'approvisionnement en poisson est principalement assuré par la pêche. Avec un potentiel encore largement sous-exploité, l'aquaculture, encore embryonnaire, attire de plus en plus l'intérêt du secteur privé. En Tunisie, les projets d'investissements approuvés dans l'aquaculture ont été évalués à 88,1 millions de dinars (30,7 millions \$) en 2025. C'est ce qu'indique l'Agence de promotion de l'investissement agricole (APIA) dans son dernier bulletin statistique. L'enveloppe annoncée est trois fois plus élevée que les 26 mil-

lions de dinars (9 millions \$) enregistrés un an plus tôt, une dynamique dans le secteur qui confirme son attractivité. Si le rapport de l'APIA ne donne pas de détails sur la nature exacte des investissements, on sait que la réalisation de ces différents projets devrait soutenir les ambitions de croissance du gouvernement dans l'aquaculture au cours des prochaines années. Dans son dernier rapport sur le marché tunisien publié en août dernier, le département américain de l'agriculture (Usda) indiquait notamment que la Tunisie souhaite augmenter la production de poissons d'élevage de 54 % pour

la porter à 50 000 tonnes d'ici 2030 grâce à l'aquaculture, contre un stock de 23 000 tonnes enregistré en 2024. Pour Tunis, l'enjeu d'une augmentation de la production aquacole sera notamment de réduire la pression existante sur les stocks de poissons dans les eaux nationales, fortement exploitées par la pêche traditionnelle, la surpêche ou encore les pratiques de pêche illégale. Globalement, l'aquaculture aura capté 17 % du total des investissements privés approuvés dans le secteur agricole en 2025, ce qui en fait l'un des principaux centres d'intérêt. Les données compilées par l'APIA montrent en

effet qu'un total de 515,3 millions de dinars (180,2 millions \$) d'investissements privés a été approuvé dans l'ensemble du secteur agricole cette année-là. Dans le détail, l'agriculture s'est taillé la part du lion, captant 275,3 millions de dinars (96,2 millions \$), soit 53,4 % du total des investissements. Elle est suivie du secteur des services liés à l'agriculture et à la pêche maritime (19,3 %), puis de l'aquaculture. Le reste des projets se répartit entre le secteur de la pêche et le segment de la première transformation des produits agricoles et de la pêche maritime.

Agence

ÉGYPTE

Le gouvernement approuve 4 projets solaires majeurs portés par Kemet

La montée en puissance des capacités renouvelables en Égypte s'appuie désormais sur des acteurs nationaux capables de conjuguer développement de projets et ambitions industrielles. Le Cabinet égyptien a annoncé mardi 17 février avoir approuvé la mise en œuvre de quatre projets d'énergies renouvelables portés par Kemet Industries Group, bras exécutif du groupe United Egypt Group for National Industries. Les projets comprennent deux centrales solaires de 320 MW et 400 MW dans la Bahariya Oasis, une centrale solaire

de 2 000 MW à Nagaa Hammadi ainsi qu'un système de stockage autonome par batteries d'une capacité de 2 000 MWh dans la même zone. Le gouvernement a également autorisé l'avancement des accords entre Kemet, la New and Renewable Energy Authority et la Future of Egypt Authority for Sustainable Development pour l'usufruit des terrains, ainsi qu'entre Kemet et l'Egyptian Electricity Transmission Company pour l'achat et le raccordement de l'électricité. Les projets doivent être achevés et entrer en exploitation en 2027 avec,

selon le gouvernement, des paiements prévus en livres égyptiennes. La décision du gouvernement égyptien intervient quelques semaines après la signature, le 18 janvier 2026 en Chine, d'un protocole d'accord entre Kemet et le groupe chinois TBEA, en présence du ministre de l'Électricité Mahmoud Essmat, pour produire localement des équipements solaires et des onduleurs. Durant le même mois, le pays avait également inauguré un complexe industriel solaire de 5 GW à Ain Sokhna dédié à la fabrication de cellules et de modules photovol-

taïques. Ces actions reflètent l'ambition de la République arabe d'Égypte de prendre part à la chaîne de valeur des technologies propres, avec des champions locaux actifs aussi bien dans la manufacture des composants que dans le développement de projets à grande échelle. Avec un objectif de porter la part des énergies renouvelables à 42 % de son mix électrique d'ici 2030 et plusieurs projets d'interconnexion pour exporter de l'électricité propre, le pays pourra ainsi compter, en partie, sur sa propre industrie.

R I

BÉNIN

Amazone Airlines obtient son permis d'exploitation

Le projet de transporteur aérien au Bénin, s’opère dans un contexte ambitieux où les autorités cherchent à renforcer la connectivité internationale et soutenir les perspectives pour le tourisme national. Une initiative qui intervient toutefois dans un secteur africain encore confronté à d’importants défis économiques et concurrentiels.

Synthèse rédaction internationale

Au Bénin, l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) a délivré le vendredi 13 février 2026, un permis d'exploitation à Amazone Airlines. Cette étape réglementaire majeure qui ouvre la voie à un lancement des activités commerciales de la compagnie. Selon Elisée Dansou, chef de projet Certification à l'ANAC, l'autorisation fait suite à un processus d'évaluation ayant permis de vérifier « la conformité des procédures opérationnelles, la qualification du personnel navigant et technique, ainsi que la mise en place d'un système de gestion de la sécurité répondant aux standards en vigueur ». À ce stade néanmoins, les informations relatives à l'actionnariat, à la

flotte de départ et au calendrier précis de démarrage des vols n'ont pas encore été rendues publiques. Un projet aligné sur les ambitions aériennes et touristiques nationales Amazone Airlines répond à une volonté des autorités béninoises de renforcer la connectivité aérienne du pays. En mai 2025, le président Patrice Talon avait annoncé des discussions en vue de l'ouverture de liaisons directes entre le pays ouest-africain et le Qatar. Plusieurs sources avaient alors évoqué la création d'Amazone Airlines, avec la possibilité d'une collaboration avec Qatar Airways. Cotonou avait déjà affiché en 2019, son ambition de lancer un transporteur national. Le gouvernement avait annoncé une prise de participation de 30 % dans Bénin Airlines (ex-Air Taxi

Bénin) afin de soutenir l'acquisition d'aéronefs moyen-courriers. Cette compagnie a toutefois cessé ses activités. Selon certains observateurs, un pavillon national peut devenir un acteur clé dans l'apport de trafic pour l'aéroport Bernardin Gantin de Cotonou de Cotonou, et la concrétisation des ambitions pour le secteur touristique national. Le pays déroule en effet un ambitieux plan pour se positionner comme une plaque tournante du tourisme régional, avec un objectif de plus de 2 millions de visiteurs étrangers par an. Pour soutenir ce flux, des travaux d'extension avaient été engagés en 2019 pour tripler les capacités d'accueil de l'aéroport.

LIBERIA

Le pays prépare la réhabilitation de la route côtière du Sud

Au Liberia, la réhabilitation des infrastructures routières s'impose comme un levier clé pour la relance économique. Dans un pays où une part importante de la population reste enclavée, les autorités misent sur de nouveaux investissements structurants pour améliorer la connectivité territoriale, fluidifier les échanges commerciaux et réduire les coûts de transport. Le Liberia s'apprête à lancer la phase 1 du projet routier reliant Nrowkia, Barclayville, Sasstown et

Nipleppo, dans le sud du pays. Le groupe indien Ashoka Buildcon a indiqué le lundi 16 février avoir décroché le contrat pour ce chantier évalué à 45,28 millions USD. Cette première phase couvre 50 des 96 km prévus pour la réhabilitation de la route côtière, un axe stratégique devant également relier Greenville. Le financement est assuré par la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). Initié en 2015, le projet vise à soutenir la relance économique du

pays ouest-africain, notamment en améliorant la connexion avec la ville portuaire de Buchanan. Initialement, le financement devait être assuré par Eton Finance en partenariat avec un investisseur privé, mais cet accord a par la suite été suspendu, retardant le lancement des travaux.

Un axe routier clé

La route côtière constitue un corridor commercial essentiel pour le Liberia. Fortement endommagée

lors de la seconde guerre civile (1989 - 2003), son état a longtemps freiné la mobilité des personnes et des marchandises dans cette partie du territoire. Sa reconstruction devrait contribuer, selon les autorités, à renforcer l'intégration nationale, réduire les temps de trajet et baisser les coûts d'exploitation des véhicules, avec des retombées attendues aussi bien pour le transport de passagers que de fret.

Agence

SÉNÉGAL

Bénéfice de Sonatel en nette en hausse à 744 millions \$

Sonatel a publié des résultats 2025 solides, confirmant son statut de valeur refuge sur la BRVM. Croissance organique, forte génération de cash et dividende attractif confortent son positionnement dans un environnement macroéconomique plus incertain, marqué par des tensions budgétaires, énergétiques et un durcissement réglementaire croissant. Le groupe sénégalais de télécommunications, Sonatel, a clos l'exercice 2025 sur un bénéfice net consolidé de 413,6 milliards de francs CFA (744 millions \$), en progression de 5,1 % par rapport à 2024, soit une marge nette de 21,5 %. Le résultat net part du groupe s'établit à 341,9 milliards de francs CFA, contre 328,8 milliards un an plus tôt. Le bénéfice par action ressort à 3420 francs CFA, contre 3288 francs CFA en 2024 ; un indicateur particulièrement scruté par les investisseurs, Sonatel représentant la plus forte capitalisation du marché régional. L'année a notamment été marquée par l'entrée en vigueur de nouvelles taxes sur les services télécoms et le mobile money en Sierra Leone et en Guinée-Bissau, nouvelle illustration d'une tendance régionale où les États considèrent de plus en plus les opérateurs télécoms comme des contributeurs fiscaux stratégiques. Malgré ces contraintes, le chiffre d'affaires atteint 1923 milliards de francs CFA, en hausse de 8,3 % sur un an. La performance repose principalement sur la dynamique de la data mobile, du haut débit fixe et des services financiers numériques, devenus structurants dans le modèle d'activités du groupe. À l'inverse, les revenus relatifs à la voix poursuivent leur érosion, et confirment une mutation durable du modèle économique dans le secteur.

R.I.

MOBILITÉ URBAINE EN RDC

Kinshasa prépare son premier tramway souterrain express pour 2027

Depuis plusieurs années, les autorités congolaises veulent doter la ville de Kinshasa d'un tramway. Pour diverses raisons, le projet n'entre pas encore dans sa phase d'opérationnalisation, mais tout semble désormais prêt pour 2027. La première ligne de tramway souterraine expresse de Kinshasa pourrait entrer en service à partir du 27 novembre 2027, selon des précisions communiquées le 14 février 2026 à l'issue d'une rencontre à Rotterdam entre le ministre congolais des Infrastructures et Travaux publics, John Banza, et le coordonnateur du consortium Tramways de Kinshasa, Jean-Pierre Van Erps. À cette occasion, le ministre a remis aux responsables du consortium l'original de l'Accord de principe signé le 8 octobre 2025, re-

vêtu du cachet sec du ministère. Malgré ces précisions, plusieurs étapes restent à franchir. Le ministère évoque notamment la finalisation d'un calendrier consolidé et juridiquement sécurisé, l'alignement des études techniques, la structuration financière du projet, ainsi que la signature du contrat dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Destiné à améliorer la mobilité urbaine dans la capitale congolaise, le programme prévoit la construction de sept lignes de tramway modernes, reposant sur des voies hybrides préfabriquées sous licence technologique exclusive. Il inclut également l'intégration de solutions énergétiques adaptées, ainsi que la modernisation des principaux axes urbains et des réseaux techniques.

Selon le ministère, le consortium — composé de Prume Tramway RDC, Frateur-De Pourcq et PowerChina — indique avoir mobilisé plus de 60 ingénieurs pour mener des missions techniques approfondies à Kinshasa. Les études réalisées sur la base des plans historiques de la ville auraient mis en évidence la nécessité de construire 173 ponts entre le centre-ville et l'aéroport international de N'djili.

Gestion des inondations

La conception intègre également un dispositif de gestion des inondations, incluant des systèmes de drainage, de collecte et de traitement des eaux pluviales, ainsi que la redistribution d'eau traitée afin d'améliorer l'accès à l'eau

potable. Le projet est placé sous la coordination de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT). Lors de la réunion, John Banza a réaffirmé la volonté du gouvernement d'engager la phase opérationnelle, avec pour objectif une structuration contractuelle rapide en mode PPP et la signature du contrat dans les meilleurs délais. Parallèlement à l'initiative du consortium Tramways de Kinshasa, une entreprise congolaise, Congo Trans S.A.R.L., développe un projet distinct de trois lignes de tramway dans la capitale. Selon un document consulté par Bankable, l'investissement global est estimé à environ 205 millions de dollars américains.

Agence

POINT-MARCHÉS

Des marchés qui donnent des maux de tête

Si Donald Trump ne déclenche pas un conflit majeur dans les prochaines heures, la séance du jour devrait laisser place à la macro, avec la publication des chiffres de croissance et d'inflation aux Etats-Unis. L'occasion, peut-être, d'y voir un peu plus clair sur le scénario macro, et de donner un peu de cohérence aux mouvements de marché.

Cuite le jeudi, Doliprane le vendredi, comme le dit un adage qui n'existe sans doute pas. Mais même pour ceux qui, comme moi, se sont couchés tôt pour être en forme ce matin (cette phrase a été imposée par ma hiérarchie), le mal de tête n'est pas loin quand il s'agit de donner un sens à la course des marchés. Reprenons les choses dans l'ordre. Le sujet chaud de la semaine, c'est la possible intervention américaine en Iran. En effet, Washington déploie en ce moment ses plus importantes capacités depuis la guerre en Irak en 2003. Hier, Donald Trump a indiqué qu'il fixait une deadline de 10 à 15 jours à l'Iran. Selon le Wall Street Journal, le président américain envisagerait une première frappe limitée pour contraindre Téhéran à conclure un accord. Sur les marchés, ce regain de tension s'est traduit par une remontée des prix du pétrole, avec un baril de Brent désormais à 72 dollars. Un contexte qui a toutefois profité aux valeurs de la défense, et permis au CAC 40 et à l'EuroStoxx 50 de marquer de nouveaux records mercredi. Hier, en revanche, ce fut une séance de baisse pour les indices européens, alors que de nombreux résultats ont été sanctionnés (Airbus, Renault, Eramet...). Séance négative aussi à Wall Street où les craintes autour de l'IA sont reparties de plus belle. L'annonce de Blue Owl Capital d'un gel des rachats dans l'un de ses fonds a de nouveau mis les acteurs du capital-investissement sous pression. Blackstone et Apollo Global Management figurent ainsi parmi les plus fortes baisses de la veille. Au-delà des variations au jour le jour, les mouvements qu'on observe depuis le début de l'année me laissent assez perplexe. Quelle histoire est-ce que les marchés nous racontent ? Quel scénario

les investisseurs jouent ? En réalité, il est assez difficile de dessiner une histoire cohérente à travers les différentes classes d'actifs. Prenons comme point de départ la dernière enquête de Bank of America auprès des gérants. Elle montre que le sentiment des investisseurs est hyper bullish. Sans refaire tout le rapport, les attentes sont très élevées en termes de croissance (du PIB) et de bénéfices des entreprises. En termes de positionnement, les gérants sont surexposés aux matières premières, aux émergents, aux small caps. Conclusion, c'est plutôt une reprise cyclique qui est anticipée. Sur les marchés, cette hypothèse se vérifie avec le leadership des ressources de base et de l'énergie, ainsi que la surperformance du Russell 2000 (l'indice des petites capitalisations US) par rapport au S&P 500. Mais dans le même temps, les taux baissent - le 10 ans américain a fait cette semaine ses plus bas de l'année - et les valeurs défensives sont plébiscitées. Le secteur de la consommation courante est ainsi l'un des plus performants de 2026. Des mouvements qui traduisent plutôt des craintes de récession ou en tout cas des inquiétudes sur la croissance. Si tout cela ne semble pas très cohérent, c'est aussi parce que le scénario économique est encore assez incertain à ce stade. Et là, je vais repartir d'un excellent papier de mon confrère du Wall Street Journal, Nick Timiraos, dans lequel il décrit une économie américaine qui semble avoir atteint ce fameux soft landing (atterrissage en douceur). En effet, les hausses de taux de la Fed de la période 2022-2023 n'ont pas cassé la croissance, mais ont bel et bien freiné l'inflation qui est retombée ces derniers mois aux alentours des 2.5%.

C'est un résultat dont on peut se féliciter et ce serait une parfaite fin de mandat pour un Jerome Powell qui a été tant critiqué (et pas que par Donald Trump). Mais en même temps, tout cela est un équilibre précaire. Et on voit qu'il y a des risques des deux côtés. L'inflation peut repartir avec des entreprises américaines qui, de plus en plus, passent les hausses de prix aux consommateurs. Et le marché de l'emploi peut aussi se dé-

grader davantage, avec notamment la crainte de l'impact de l'IA. Mais peut-être que les chiffres du jour nous aideront à y voir un peu plus clair. En effet, la macro sera à l'honneur aujourd'hui avec la publication du PIB du quatrième trimestre et de l'inflation PCE du mois de décembre aux Etats-Unis. Deux statistiques dont la publication a été retardée par le shutdown de 43 jours à l'automne dernier.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
 BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 18 Février 2026 Valeur : 20 Février 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6531	129.6681
1	EUR	EURO		153.4444	153.4881
1	GBP	POUND STERLING		175.8485	175.9166
100	JPY	JAPANESE YEN		84.3766	84.3919
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7650	18.7707
1	CHF	SWISS FRANC		168.0533	168.1599
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.9005	94.9324
1	DKK	DANISH KRONE		20.5375	20.5431
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.4340	14.4380
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.5859	13.6069
1	AED	UAE DIRHAM		35.2961	35.3059
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5705	34.5763
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.5354	424.7236
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6162	45.0646
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1924	14.1940
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5102	20.6156
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2585	3.2687
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6040	178.6040

LES BOURSES SONT ATTENDUES EN ORDRE DISPERSÉ

L'Europe tirillée entre géopolitique et indicateurs pour finir la semaine

Les Bourses européennes sont attendues en ordre dispersé vendredi matin au terme d'une semaine positive pour les marchés, marquée par l'atteinte de nouveaux records sur le Vieux Continent, alors que les investisseurs doivent digérer les derniers événements au Moyen-Orient en attendant la publication de nombreux indicateurs dans la journée. D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devait ouvrir en hausse de 0,2%, tout comme le DAX à Francfort, mais les contrats à terme signalent une ouverture en repli de 0,1% pour le FTSE à Londres. Toujours soutenues par les valeurs de la défense et une saison des résultats qui reste solide, les places européennes ont quasiment toutes inscrit de nouveaux plus hauts historiques cette semaine. A Paris, l'indice CAC - qui s'ajoute pour l'instant des gains hebdomadaires de l'ordre de 1% - a atteint mercredi soir un sommet absolu de clôture au delà de 8 429 points.

Cette dernière séance de la semaine était censée permettre aux investisseurs d'y voir un peu plus clair sur la conjoncture économique mondiale, grâce à une série de statistiques de premier plan, mais il semble probable que les marchés vont devoir naviguer en vue dans un climat de prudence face au bras de fer que se livrent les Etats-Unis et l'Iran. L'escalade des tensions dans la région risque bien de freiner les initiatives des intervenants, sachant que la Maison-Blanche aurait dépêché deux porte-avions au large des côtes d'Oman et que Téhéran et Moscou ont entamé hier des manœuvres militaires communes afin de protéger leurs navires commerciaux, régulièrement arraisonnés par les armées occidentales qui les accusent de contourner les sanctions sur le pétrole. Et Donald Trump a proféré de nouvelles menaces ce jeudi en promettant que si Téhéran ne proposait pas d'avancées constructives sur le volet nucléaire, il se passe-

rait des "choses très désagréables", laissant entrevoir de potentielles frappes sur les installations iraniennes pendant le week-end. "Ce qui pèse le plus sur le sentiment du marché, c'est que, contrairement aux frappes ciblées qui avaient visé l'Iran l'an dernier ou à la capture du président vénézuélien Maduro en janvier, une intervention militaire américaine en Iran viserait vraisemblablement un changement de régime, ce qui laisse craindre une campagne militaire appelée à s'inscrire dans la durée", explique Michael Brown, stratège chez Pepperstone. C'est dans cet environnement tendu que les investisseurs se préparent aux nombreuses publications d'indicateurs de premier plan qui vont venir égrener la journée. Les intervenants espèrent notamment que les indices d'activité PMI qui sont attendus dans le courant de la matinée permettront de confirmer la récente amélioration de l'activité économique au sein de la zone euro. Aux Etats-Unis, l'indice des prix

PCE, mesure préférée de l'inflation par la Réserve fédérale américaine, sera suivie de près afin de mieux anticiper l'évolution de la trajectoire de la politique monétaire de la banque centrale. Les chiffres du PIB américain, eux aussi attendus à 14h30, devraient montrer que la croissance est restée bien orientée aux Etats-Unis au 4ème trimestre, avec un consensus qui vise une hausse de l'activité de l'ordre de 3%. Après trois séances consécutives de hausse, la Bourse de New York a terminé en ordre dispersé vendredi avec un Dow Jones qui cédait plus de 0,5% à la clôture. Le S&P 500 a perdu 0,3% tandis que le Nasdaq se contractait de 0,4%. Dans un contexte d'escalade au Moyen-Orient et de spéculations autour du rythme des baisses des taux à venir de la Fed, les rendements se détendent quelque peu, celui des Treasuries à dix ans revenant en direction de 4,07%. En Europe, le rendement du Bund allemand à dix ans, référence pour la zone euro, apparaît figé pour la

seconde séance consécutive, autour de 2,75%, tout comme celui des OAT françaises à 3,31%. Avec le retour des tensions géopolitiques, le dollar semble retrouver son statut de devise refuge et progresse de 0,1% face à l'euro, qui retombe vers 1,1760. Mais le principal risque à surveiller réside évidemment du côté des prix du pétrole, qui pourraient davantage s'envoler en cas d'attaque américaine contre l'Iran, ou si Téhéran décidait de bloquer le détroit d'Ormuz qui voit passer environ un quart du commerce mondial du pétrole et 20% des approvisionnements en gaz naturel liquéfié. Avec les craintes d'une perturbation de l'approvisionnement en brut, les prix du pétrole s'inscrivent en forte hausse vendredi matin. Le baril de Brent progresse de 0,5% à 72 dollars et celui du brut léger américain (WTI) gagne 0,9% au-delà de 67 dollars, au plus haut depuis le mois d'août dernier. Agence

ETATS-UNIS

Le déficit commercial atteint un nouveau record en 2025

Le déficit commercial des Etats-Unis pour les biens a atteint 1.241 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2025, soit 2,1% de plus que l'année précédente, atteignant ainsi un nouveau record, selon les données publiées jeudi par le département du Commerce.

Par R I.

Cela s'explique par une hausse plus importante des importations que des exportations sur l'ensemble de l'année, malgré la mise en place de droits de douane sur une bonne part des produits entrants aux Etats-Unis. Les importations de biens en 2025 ont progressé pour atteindre 3.438 milliards de dollars, celles concernant les services 895 milliards de dollars, portées notamment par une hausse marquée des biens d'investissement, des pièces métalliques pour l'industrie ou encore le voyage du côté des services. Quant aux exportations, elles se sont établies à 2.197 milliards de dollars pour les biens, 1.235 milliards pour les services, grâce notamment à l'industrie aéronautique, le secteur énergétique et les produits pharmaceutiques. Sur le dernier mois de l'année, la balance commerciale des biens et services a vu son déficit s'accélérer pour



s'établir à 70,3 milliards de dollars, soit une hausse de 32,6% par rapport au mois de novembre. Concernant la répartition géographique, l'Union européenne (UE), la Chine et le Mexique sont les trois pays ou régions avec lesquels les Etats-Unis ont le plus im-

portant déficit commercial. A l'inverse, les Etats-Unis dégagent un surplus commercial vis-à-vis des pays du Benelux, principalement les Pays-Bas. En Europe hors UE, c'est également le cas dans les échanges avec le Royaume-Uni.

DROITS DE DOUANE

Les États-Unis et l'Indonésie concluent un accord

Les États-Unis et l'Indonésie ont conclu un accord sur les droits de douane, a annoncé jeudi la Maison Blanche. L'accord, qui avait été annoncé en juillet, fixe un droit de douane de 19% sur les produits indonésiens entrant aux États-Unis, contre 32% auparavant. Jakarta a accepté de dispenser la quasi-totalité des produits américains de droits de douane et de reconnaître les normes américaines pour un certain nombre d'entre eux, tels que

l'automobile ou les produits pharmaceutiques. L'accord devrait aussi permettre aux États-Unis de s'assurer que des produits provenant d'autres pays, en particulier la Chine, ne transitent pas par l'Indonésie avant d'être exportés vers l'Amérique du Nord pour échapper à des droits de douane plus élevés ou à des restrictions. L'Indonésie a également accepté d'acheter pour 33 milliards de dollars de produits énergétiques,

agricoles et liés à l'aviation américains, notamment des avions Boeing. Donald Trump a par ailleurs annoncé début février la baisse des droits de douane sur les produits indiens. Mardi, il a dévoilé les premiers projets prévoyant 550 milliards de dollars d'investissements japonais aux États-Unis. En contrepartie d'un abaissement des surtaxes douanières américaines, le Japon s'était engagé en juillet dernier à investir

ce montant d'ici 2029. Mais malgré les droits de douane, le déficit commercial américain pour les biens a atteint 1.241 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2025, soit 2,1% de plus que l'année précédente, atteignant ainsi un nouveau record, selon les données publiées jeudi par le département du Commerce.

Agence

ARGENTINE

Grève générale contre la réforme du travail de Milei

Gares et arrêts de bus vides, plus de 250 vols annulés, manifestation sous surveillance : le président argentin Javier Milei fait face jeudi à la quatrième grève générale de son mandat, une mobilisation très suivie selon les syndicats, contre une réforme de dérégulation du travail qui pourtant progresse au Parlement. Depuis minuit (03H00 GMT), transports, banques, usines ou fonction publique attendaient à Buenos Aires d'une journée au ralenti, à défaut de paralysie. Le matin à l'heure de pointe normale, la capitale offrait une image contrastée: trafic de voitures bien plus dense qu'a l'accoutumée, mais

des arrêts de bus, d'habitude bondés, quasi vides, malgré quelques bus. La CGT (péroniste, centre gauche), plus grande centrale syndicale du pays, à l'origine de la grève, a revendiqué un suivi "très important". "Le niveau de suivi, d'accompagnement est impressionnant", a affirmé sur Radio con Vos Jorge Sola, son co-secrétaire général. Une grève aux "niveaux de suivi comme il n'y en a jamais eu sous ce gouvernement", a-t-il insisté. A Aeroparque, aéroport central de la capitale, des voyageurs scrutaient les panneaux bardés du rouge des vols annulés. Aerolineas Argentinas a annoncé suspendre 255 vols, af-

fectant 31.000 passagers. La grève illustre un regain de tension sociale, quatre mois après le succès électoral de l'ultralibéral Javier Milei, sorti renforcé des législatives de mi-mandat. Elle vise la réforme du travail, projet-clif de sa deuxième moitié de mandat, dont débat jeudi la Chambre des députés. La réforme facilite notamment les licenciements, réduit le barème d'indemnités, rend possible l'extension de la journée de travail (8 à 12 heures), étend les services dits "essentiels" en cas de grève, autorise le fractionnement des congés.

APS

GRIPPE AVIAIRE

230.000 poules pondeuses abattues en République tchèque

Quelque 230.000 volailles vont être abattues dans un élevage de République tchèque en raison de la grippe aviaire, ont indiqué les autorités sanitaires vendredi dans un communiqué. «Un cas hautement pathogène H5N1 a été confirmé sur un site avicole industriel de poules pondeuses», dans un village à 80 km à l'est de Prague, la capi-

tale, a déclaré l'Agence nationale vétérinaire (SVS). «Il s'agit du deuxième foyer de grippe aviaire hautement pathogène», potentiellement transmissible à l'être humain, «recensé dans un élevage commercial en République tchèque cette année», a-t-elle ajouté. L'infection a également récemment frappé le zoo de Prague, où plus de 30 volatiles sont morts depuis le

début de l'année. Le parc, qui conserve 1700 oiseaux appartenant à 265 espèces, n'est pas tenu de procéder à des abattages en raison d'une exception prévue par la loi. Il a toutefois mis en place des mesures de précaution, interdisant l'accès à la zone contaminée et renforçant la surveillance sanitaire des oiseaux.

Agence

AFGHANISTAN

Le PAM alerte sur une crise de la faim catastrophique

L'Afghanistan est confronté à une crise de la faim catastrophique, marquée par l'aggravation de la malnutrition et la menace pesant sur la vie de millions d'enfants, alerte jeudi le Programme alimentaire mondial (PAM). Selon le directeur du PAM en Afghanistan, John Aylieff, le pays traverse une "crise alimentaire catastrophique", et environ deux tiers de la population souffrent de malnutrition aiguë ou ont atteint le niveau de crise, soit le taux le plus élevé jamais enregistré dans l'histoire du pays. "Près de quatre millions d'enfants voient leur vie menacée par la propagation de la malnutrition sévère, alors que la capacité à fournir les besoins alimentaires de base diminue", a-t-il ajouté. Ce responsable du PAM a rappelé, dans ce contexte, que l'Afghanistan, épuisée par quatre décennies de conflit, a longtemps dépendu de l'aide internationale. La crise humanitaire s'est aggravée en raison de la détérioration de la situation économique, d'une sécheresse sévère, de deux séismes dévastateurs survenus en 2025, ainsi que du retour de quelque 5,3 millions d'Afghans, expulsés du Pakistan et d'Iran voisins, ce qui a accentué la pression sur des ressources déjà limitées.

APS

OEAI

Le programme nucléaire iranien "progresse conformément aux règles de l'AIEA"

Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OEAI), Mohammad Eslami, a souligné jeudi que le programme nucléaire iranien "progresse conformément aux règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)", réaffirmant le droit de Téhéran à l'enrichissement. "La base de l'industrie nucléaire, c'est l'enrichissement. Quoi que vous vouliez faire dans le processus nucléaire, vous avez besoin de combustible nucléaire", a déclaré M. Eslami dans une vidéo publiée par le quotidien iranien Etemad. "Le programme nucléaire iranien progresse conformément aux règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et aucun pays ne peut priver l'Iran du droit de bénéficier pacifiquement de cette technologie", a-t-il ajouté. Ces déclarations interviennent alors que Téhéran et Washington ont tenu, mardi à Genève, un deuxième cycle de pourparlers, sous la médiation du sultanat d'Oman, à l'issue desquels ils sont convenus de poursuivre leurs discussions. Les deux pays avaient repris leurs discussions le 6 février à Oman. Les Etats-Unis ont à plusieurs reprises réclamé que l'Iran renonce à l'enrichissement, mais Téhéran ne cesse d'affirmer le caractère purement pacifique de son programme nucléaire et son droit à enrichir l'uranium à des fins civiles.

APS

LE BRAS DE FER PREND UN TOURNANT MAJEUR

Anthropic sur la liste noire du Pentagone ?

Anthropic commence à s'attirer les foudres de l'administration Trump. La start-up, considérée comme l'un des leaders de l'intelligence artificielle (IA), refuse certains usages militaires de son IA, et risque gros.

Contrairement à ses rivaux qui se sont surtout centrés sur le grand public, Anthropic se distingue par une stratégie tournée vers les entreprises et les institutions publiques. Une approche qui lui a permis de bâtir une réputation solide dans les environnements sensibles, jusqu'à devenir la première société d'IA générative à voir ses modèles autorisés sur des réseaux classifiés du Département de la Défense américain. OpenAI, Google et xAI ont depuis accéléré leurs efforts et désormais, le Pentagone affiche une priorité claire : pouvoir déployer l'ensemble de ces modèles pour tous les usages jugés légaux, afin de ne pas dépendre d'un seul fournisseur.

Anthropic refuse certains usages militaires

Selon une enquête du Wall Street Journal, Anthropic refuse catégoriquement que sa technologie soit exploitée pour la surveillance domestiques ou des systèmes létaux autonomes. Car l'entreprise a aussi forgé sa réputation sur la sûreté de l'IA, cette décision s'aligne donc parfaitement avec la politique qu'elle défend. Ses concurrentes, elles, ont donné leur accord pour ces usages, indique le média. Dans ce contexte, l'utilisation de Claude pour la capture de Nicolás Maduro début janvier a suscité des interrogations en interne chez Anthropic, qui interdit de telles pratiques. Et cette résistance



passse très mal à Washington D.C. Certains responsables du Pentagone envisageraient de considérer Anthropic comme un « un risque pour la chaîne d'approvisionnement », une qualification rare pour une entreprise américaine.

Des prises de position claires

Les prises de position politiques des dirigeants de la société n'arrangent pas la situation. Avant l'élection présidentielle américaine, son P.-D.G, Dario Amodei, a comparé Donald Trump à un « seigneur féodal ». Il a aussi critiqué, plus récemment, les décisions sur les exportations de semi-conducteurs. Sa sœur Daniela Amodei, présidente de l'entre-

prise, s'est également exprimée publiquement sur des sujets sensibles liés à l'actualité politique. De même, Anthropic a recruté plusieurs anciens responsables de l'administration Biden, dont l'ex-conseiller IA Ben Buchanan ou encore Tarun Chhabra, ancien membre du Conseil de sécurité nationale chargé des questions technologiques. Ces profils, très expérimentés sur les enjeux de sécurité et de régulation, sont perçus par certains alliés de Donald Trump comme une orientation politique assumée. Si le Pentagone va effectivement au bout de ses idées, la start-up risque de perdre des alliés stratégiques de haut rang. Et ce serait un sérieux revers, alors qu'elle vise une entrée en Bourse historique.

Bill Gates et l'affaire Epstein : les nouveaux documents qui forcent le fondateur de Microsoft au silence

Les dossiers Epstein continuent d'avoir des répercussions dans le monde des grandes élites. Éclaboussé par ce dernier, Bill Gates a décidé de ne pas finalement pas s'exprimer au sommet de l'IA. L'affaire Epstein est sûrement l'un des plus gros scandales de la décennie. Les mails rendus publics de l'homme au centre de nombreux abus sexuels, allant jusqu'à la pédocriminalité, montrent en effet qu'il était lié à de très nombreuses personnalités importantes. Et pour certaines, à cause de raisons embarrassantes, ce qui a aujourd'hui un impact sur leur vie. Comme

pour Bill Gates.

Bill Gates ne s'exprimera pas au sommet de l'IA

Le fondateur de Microsoft Bill Gates devait tenir un discours ce jeudi 19 février lors d'un important sommet mondial de l'IA, organisé à New Delhi, en Inde. Mais l'homme d'affaires et voix importante de la tech a finalement préféré se retirer. « Après une réflexion attentive, et afin de garantir que l'attention reste concentrée sur les priorités clés du sommet sur l'IA, M. Gates ne prononcera pas son discours liminaire » a-

t-il ainsi été fait valoir, dans un communiqué publié par sa fondation.

Les dossiers Epstein, un vrai problème pour Bill Gates

Pourquoi l'attention se porterait-elle au-delà de la question de l'IA à l'occasion d'un discours de Bill Gates ? Eh bien, parce que l'Américain fait partie de ces personnalités que l'on retrouve dans les fichiers Epstein. Et s'il faut rappeler tout de suite que la présence d'un nom dans ces mails n'équivaut absolument pas à une quelconque infraction cer-

tifiée, les propos de Jeffrey Epstein ont fait très mal à Bill Gates. Dans un mail resté au final un brouillon, Epstein expliquait avoir aidé Bill Gates à obtenir des antibiotiques pour « remédier aux conséquences de relations sexuelles avec des filles russes », à la suite desquelles il aurait contracté une MST. Antibiotiques qu'il aurait voulu pouvoir donner subrepticement à Melinda Gates, toujours selon le même brouillon. Bill Gates a de son côté nié toute réalité quant à ce brouillon, pointant du doigt qu'il n'avait jamais été envoyé.

L'euro numérique va coûter des milliards d'euros aux banques européennes

L'euro numérique approche, et la Banque centrale européenne est en train de chiffrer ce qu'il coûtera aux banques du Vieux continent : entre 4 et 6 milliards d'euros sur quatre ans. Un investissement jugé nécessaire. Piero Cipollone, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a pris la parole ce jeudi devant une commission parlementaire italienne pour détailler le projet d'euro numérique sous tous ses angles. Coût pour les banques, économies pour les commerçants, souveraineté monétaire européenne... Le membre de la BCE n'a pas esquivé les sujets qui fâchent. Et ses arguments pour convaincre les sceptiques méritent qu'on s'y attarde un moment.

Malgré les milliards à dépenser, les banques pourraient bien s'y retrouver avec l'euro numérique

Autant le dire tout de suite, l'euro numérique va coûter cher. Très cher. Selon les estimations de la BCE, les banques européennes devront déboursier entre quatre et six milliards d'euros sur quatre ans pour intégrer cette nouvelle monnaie dans leurs systèmes. Piero Cipollone relativise néanmoins, en précisant que ce montant représenterait environ 3% de ce que ces établissements dépensent chaque année rien que pour maintenir leurs infrastructures informatiques. La BCE n'est pas en reste côté dépenses. Elle devra elle-même investir environ 1,3 milliard d'euros pour construire le socle technique de l'euro numérique, autrement dit, le système qui permettra à chaque habitant de la zone euro de détenir et d'utiliser cette monnaie au quotidien. Une fois lancé, le maintien de cette infrastructure coûtera ensuite quelque 300 millions d'euros par an. Mais voilà la bonne nouvelle pour les banques. Contrairement aux systèmes de paiement privés actuels, la BCE ne leur facturera rien pour utiliser son réseau. Et pour récupérer leurs frais, elles pourront percevoir des commissions sur les paiements en euro numérique, d'autant qu'elles seront aux premières loges, puisque ce sont elles qui concevront et fourniront les applications pour payer. De quoi, selon Piero Cipollone, rentrer dans ses frais sans trop souffrir.

Ce que l'euro numérique promet concrètement aux commerçants, aux consommateurs et à l'Europe

Derrière tous ces milliards, on retrouve une ambition politique assumée. Près des deux tiers des paiements par carte en Europe passent aujourd'hui entre les mains d'entreprises étrangères, et treize pays de la zone euro n'ont tout simplement aucune alternative locale. Une dépendance que l'euro numérique entend corriger en dotant l'Europe d'une infrastructure de paiement qui lui appartienne vraiment, qu'elle puisse contrôler elle-même. Les commerçants ont aussi leur lot de bonnes nouvelles. Les frais qu'ils paient aujourd'hui sur chaque transaction numérique seraient plafonnés et fixés en dessous de ce que facturent Mastercard ou Visa. Les petites boutiques, qui trinquent le plus avec les systèmes actuels, pourraient voir leur facture divisée par deux. Et bonus non négligeable, l'euro numérique fonctionnera aussi sans connexion internet, avec une confidentialité des transactions comparable à celle d'un paiement en liquide. Rendez-vous en 2029 pour le lancement officiel de l'euro numérique. Mais d'ici là, les choses vont vite bouger. La BCE est déjà en train de choisir les banques qui testeront le système en avant-première. Sur le plan légal, le Conseil de l'UE a adopté sa position sur le texte qui encadrera l'euro numérique, et le Parlement européen doit faire de même en mai. Les engrenages sont enclenchés, et cette fois, l'Europe ne semble pas vouloir laisser traîner les choses.

Brèves

Microsoft avance sur le projet Silica

Lancé en 2019, il vise à stocker des données sur du verre. Jusque-là, la firme utilisait un verre en silice fondue, désormais elle se sert du verre borosilicate ordinaire plus facile d'accès et moins coûteux. Dans un papier dans Nature, Microsoft a présenté le bilan des premiers tests avec une plaque de 120 mm sur 2 mm d'épaisseur qui stocke jusqu'à 4,8 To sur 301 couches. Le stockage sur verre comporte plusieurs avantages, il résiste à une chaleur élevée, à l'érosion, et même aux micro-ondes, et ce, sans dégradation des données. Dans un premier

test avec Warner Bros, le projet avait conservé le film Superman avec un système d'enregistrement tridimensionnel. A noter que la concurrence existe dans ce domaine avec Cerabyte qui propose une solution de stockage sur du verre et de la céramique.

Suse acquiert Losant pour l'IoT industriel

L'édieur open source a fait l'acquisition de Losant, fournisseur d'une plateforme d'automatisation des processus pour l'Internet des objets en environnement industriel (IIoT). "Cela

nous permet de fournir à nos clients la partie edge où le monde numérique rencontre directement le monde physique, là où machines, environnements et personnes interagissent en temps réel, et où l'IA peut être déployée de manière pertinente pour obtenir une meilleure compréhension des processus réels", a expliqué Keith Basil, directeur général de l'activité edge de Suse. Parmi les cas d'usage avancés : la capacité pour un industriel de collecter en temps réel les données des capteurs de ses équipements de production, les traiter localement et déclencher automatiquement des opérations de maintenance ou des contrôles qualité pilotés par l'IA avant l'apparition de défauts ou de pannes. Suite à ce rachat, Suse prévoit de rendre la technologie Losant open source.

Toyota prêt à prendre une grosse décision pour la Yaris ?

Longtemps champion de l'hybride en Europe, Toyota préparerait désormais une version 100 % électrique de sa Yaris, son modèle le plus vendu sur le continent. Rien n'est encore officiellement lancé ni daté, mais la déclaration du vice-président de Toyota Motor Europe marque un tournant stratégique. Dans un contexte où Audi et Skoda réfléchissent aussi à de petites électriques, le constructeur japonais fait évoluer sa stratégie.

"Si l'électrification est la trajectoire, nous ne pourrions pas faire l'impasse sur une version totalement électrique." La phrase, prononcée par Andrea Carlucci, vice-président stratégie et marketing de Toyota Motor Europe, ne laisse guère de place au doute. Dans une interview donnée aux anglais d'Auto Express, il laisse entendre clairement que la prochaine génération de Yaris, attendue vers 2027 ou 2028, devrait donc inclure une version 100 % électrique. Toyota reste prudent sur le calendrier. D'ailleurs, plus que la confirmation d'un futur modèle, cette déclaration est plus à prendre comme un cap stratégique. Jusqu'ici, le groupe défendait une approche progressive de l'électrification, surtout fondée sur l'hybride. Mais voir la Yaris, pilier européen de la marque, passer à l'électrique pourrait constituer un signal fort.

Une stratégie multi-énergies assumée

Pour autant, Toyota ne renonce pas à sa stratégie. La future Yaris reposera sur une plateforme capable d'accueillir motorisations thermiques, hybrides et électriques. Le constructeur insiste sur cette logique "multi-énergies", qu'il considère comme la solution pour s'adapter aux différents marchés. Cette approche tranche avec celle de certains concurrents. Renault distingue clairement sa Clio hybride de la Renault 5 électrique. Volkswagen développera une ID. Polo distincte de sa citadine thermique. Toyota, lui, conservera un modèle unique décliné selon plusieurs motorisations. Reste une interrogation : une



plateforme non dédiée à l'électrique permettra-t-elle d'atteindre le niveau d'efficacité attendu sur le segment ? Pour rivaliser avec la Renault 5 ou la future ID. Polo, la Yaris électrique devra viser environ 400 km d'autonomie WLTP.

Une pression européenne croissante

Cette évolution intervient dans un contexte plus large. Notamment avec les réflexions d'Audi et Skoda autour de petites électriques produites en Europe, sous l'impulsion des discussions à Bruxelles sur une catégorie dédiée précisément aux citadines électriques ac-

cessibles. Le segment des petites voitures électriques, longtemps jugé peu rentable, devient stratégique. La pression réglementaire et concurrentielle réduit la marge de manœuvre des constructeurs généralistes. Dans ce paysage, même Toyota, dont la part de marché européenne repose largement sur l'hybride, ne peut ignorer la tendance.

Un enjeu aussi industriel

Si la Yaris parmi les meilleures ventes de Toyota en Europe, n'oublions pas non plus qu'elle est en partie produite

en France, à Onnaing, près de Valenciennes, aux côtés de la Yaris Cross. L'article de nos confrères anglais ne précise pas où serait assemblée la future version électrique. Mais l'adoption d'une nouvelle plateforme plus flexible pourrait impliquer une évolution industrielle du site français. Pour Toyota, au-delà de la technologie, c'est une décision industrielle importante qui devra être prise. Sans renier l'hybride, qui demeure au cœur de son identité européenne, le constructeur japonais ouvre donc explicitement la porte à une Yaris 100 % électrique, et reconnaît qu'aucun segment n'échappera à l'électrification.

À Cuba, il faut réserver un créneau très longtemps à l'avance pour faire son plein...

À Cuba, faire le plein peut désormais prendre plusieurs semaines, parfois des mois. Pour éviter le chaos devant les stations-service, le gouvernement impose de passer par une application de réservation. Une organisation numérique qui tente de réguler le manque de carburant sur l'île, après l'arrêt de ses approvisionnements et le durcissement des pressions américaines. Mais l'application, en essayant de gérer la pénurie et de rationner, crée une situation encore plus problématique pour les habitants. Depuis le début de l'année, l'île de Cuba affronte un effondrement brutal de ses importations pétrolières. Le Venezuela, partenaire historique, a interrompu ses livraisons après l'arrestation de Nicolás Maduro par les autorités américaines. Dans le même temps, Washington a menacé de sanctions les pays exportant du brut vers La Havane, dont le Mexique qui a cessé d'y exporter du pétrole. Si le président américain Donald Trump assume la pression économique, son homologue cubain Miguel Díaz-Canel parle lui d'un "blocus énergétique". Résultat : moins de brut raffiné, des centrales électriques à l'ar-

rêt partiel et des volumes d'essence insuffisants pour couvrir la demande.

El Ticket, vitrine d'un rationnement numérique

Alors face à cette situation, le gouvernement cubain a dû limiter l'accès à l'essence. Et pour éviter les attroupements et les tensions devant les pompes, l'État a rendu obligatoire l'application baptisée El Ticket. Le principe est simple : choisir une station et obtenir un créneau de ravitaillement. Dans les faits, certaines stations n'accordent que 50 rendez-vous par jour. Et des automobilistes découvrent jusqu'à 7 000 ou 10 000 demandes avant la leur ! L'attente peut s'étendre sur plusieurs semaines, voire des mois. Et même lorsque le tour arrive, le volume reste plafonné à 20 l. Et comme si ça ne suffisait pas, la vente subventionnée en monnaie locale a été suspendue. Le litre s'affiche désormais autour de 1,30 dollar en station officielle. Sur le marché parallèle, il peut atteindre 6 dollars le litre, soit l'équivalent d'environ 24 dollars le gallon. L'équivalent de 7,55 €/litre ! Un niveau d'autant plus vertigineux dans un pays où le



salairé mensuel d'un employé public dépasse rarement 20 dollars convertis au taux du marché.

Tourisme protégé, économie ralentie

En réalité, dans cette tentative d'organisation, l'application ne résout rien pour les Cubains : elle transforme une file physique en file virtuelle. Mais le rationnement est peut

être moins visible. À noter que certaines catégories bénéficient d'un traitement distinct. Les véhicules liés au tourisme disposent de stations dédiées.

La priorité donnée à cette activité illustre l'enjeu : préserver les rentrées de devises. Mais ce rationnement est loin d'être le seul soucis dans le pays et la crise de l'essence dépasse donc l'automobile : les coupures

d'électricité s'étendent, les horaires bancaires sont réduits, des compagnies aériennes cessent de ravitailler sur place et des événements commerciaux sont reportés pour économiser carburant et énergie. De quoi révéler plus que jamais la fragilité du pays dont le système énergétique dépend de fournisseurs extérieurs et est soumis à des tensions diplomatiques.

Mots fléchés

Fabriquer	↓	Eperdument	↓	Éructer	↓	Partie tendre	↓	Faute d'impression	Quantité de boisson	↓	Pinacothèque	↓	Ville belge
Science du vin				Couche		Mine							
	↘				↓		↓		Plante herbacée	→			↓
Elancés		Couches de paille	→								Points cardinaux	→	
	↘										Reste		
							Type		Puits naturel	→	↓		
Épouse		Effluve		Examinées	→		↓		Habiter	↓			
	↘		↓			Déplacées	→					Reptile saurien	Brame
						Supportent les rayons des roues	↓						
S'amuse	→			Né a Nazareth	→					Salve	→	↓	↓
				Petite tasse						Beuglants			
Encore présente	Jadis	→		↓				Panaché	→	↓			
	H2O												
	↓												
								Courte épée	→				
Américium	→							Cavalier hongrois	↓				
Puberté			Petit saint	→		Résidu de froment	Arbre à caoutchouc	→					Aurochs
	↘					↓	↓						
			Dispositif de pêche	→							Académie	→	↓
											Lichen		
Via	Outrecuidance	Bascules	→								↓		
	Train de banlieue												
	↓	↓											
			Ameublement		À nous	→							
					Film de Spielberg	↓							
Attaché	→		↓		↓								
Ambulante						Dégoulinent	→						Irisées
	↘												↓
							Réforme			Prénom de Connery	→		
							↓			Enraciner			
Ingénieur spécialisé dans les sciences		Rubidium		Nanoseconde	Organe d'un sens	Ancienne Allemagne	→				Grande école Saison chaude	→	
	↘	↓		↓	↓								
								Négation	→				
											Cri pour invoquer Dionysos	Rivière de la RDC	
Dupé	→					Transmetteur	→				↓	↓	
Durée d'une révolution						Durillon	↓						
	↘												
		Arbre		À cet endroit	→					Idéalisé	→		
				Cérium						↓			
				↓									
Devant devant	→			Distinction	→								
↓													
Bière belge													
	↘												
						Trompées	→						

PÉTROLE

Le baril de Brent à 71,30 dollars

Les cours du pétrole étaient quasiment stables vendredi, en cours d'échanges, après deux séances de fortes hausses, dans un marché attentif aux évolutions de la situation géopolitique internationale. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, perdait 0,50% à 71,30 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, dont c'est le dernier jour de cotation pour livraison en mars, céda à 0,56% à 66,06 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Samedi 21 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MÉTaux PRÉCIEUX

L'or en hausse

Les prix de l'or ont prolongé leurs gains jeudi, soutenus par les tensions géopolitiques et par l'incertitude entourant la trajectoire de la politique monétaire de la Réserve fédérale.

L'or au comptant a progressé de 0,7 % à 5.012,83 dollars l'once, après avoir bondi de plus de 2% lors de la séance précédente. Les contrats à terme américains pour livraison en avril ont gagné 0,4% à 5.031,20 dollars l'once.

Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a bondi de 2,7 % à 79,24 dollars l'once, après une hausse de plus de 5 % mercredi. Le platine a progressé de 1,4 % à 2.100,45 dollars l'once, tandis que le palladium a gagné 1 % à 1?733,45 dollars.

MONNAIES

Le dollar en hausse

Le dollar était en légère hausse vendredi, tout comme l'or, dans un marché attentif aux évolutions de la situation géopolitique internationale. Dans la matinée, le billet vert prenait 0,06% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1766 dollar pour un euro, et gagnait 0,27% face au yen.

Le dollar attend aussi plus tard dans la journée la première estimation du PIB américain pour le quatrième trimestre 2025 et d'autres données économiques. Profitant également de son statut de valeur refuge face aux tensions grandissantes au Moyen-Orient, l'or gagnait 0,73% à 5.032,9 dollars.

ZONE EURO

La croissance du secteur privé au plus haut depuis 3 mois

La croissance de l'activité du secteur privé dans la zone euro s'est accélérée en février, atteignant son rythme le plus élevé depuis trois mois grâce au redressement du secteur industriel, selon l'indice PMI Flash publié vendredi.

Ce baromètre, calculé sur la base de sondages auprès d'entreprises, s'est établi à 51,9 points ce mois-ci, contre 51,3 en janvier, tiré à la fois par l'activité dans les services et dans l'industrie, cette dernière montrant des signes de rétablissement après avoir été plombée par la crise du secteur en Allemagne.

Un chiffre situé sous la barre des 50 signale une baisse de l'activité. Au-dessus de ce seuil, il reflète une expansion.

"La croissance de l'activité s'est accélérée tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services. C'est dans l'industrie que le regain d'expansion a été le plus marqué, la production ayant en effet enregistré sa plus forte hausse depuis août 2025", a expliqué S&P Global, qui a élaboré l'indice.

Pour les économistes, ce redressement de l'activité industrielle "pourrait marquer un point d'inflexion pour le secteur", si cette tendance se confirme dans les prochains mois.

Agence

ENTRETIEN DE LA CAPITALÉ DURANT LE RAMADHAN

Netcom mobilise 4500 employés et 390 engins

L'occasion du mois sacré de Ramadhan, l'Etablissement de nettoyage et de collecte des ordures ménagères (Netcom) a déployé un programme spécial afin de renforcer l'entretien de la capitale, en mobilisant 4500 employés et 390 engins.

Ce programme, lancé en amont du mois de jeûne, consiste à nettoyer les espaces publics, notamment les marchés, les abords des mosquées et les aires de jeux, ainsi que les sites à forte affluence, tels que la Promenade des Sablettes, le Parc zoologique et de loisirs de Ben-Aknoun et la Fontaine d'El-Harrach, a indiqué à l'APS, la chargée de communication de Netcom, Nassima Yacoubi. Elle a précisé que cette initiative tient compte des particularités du mois de Ramadhan, durant lequel les quantités des déchets enregistrent une hausse estimée à 18 % par rapport au reste de l'année, passant d'environ 1100 tonnes par jour à près de 1300 tonnes, principalement en raison du gaspillage alimentaire.

Face à cette augmentation, Netcom a mobilisé pas moins de 4500 employés et 390 engins divers, pour assurer le ramassage des ordures, le lavage des voies publiques ainsi que le balayage mécanique. Ce dispositif sera renforcé par la dotation de 1500 bennes supplémentaires à travers la capitale, dont certaines destinées à la collecte du pain, produit largement consommé durant cette période, a souligné Mme Yacoubi, rappelant qu'en 2025, pas moins de 15 tonnes de pain ont été récupérées, sachant que la nature spécifique de ce produit impose un traitement distinct et des moyens supplémentaires pour une collecte séparée.

Un système de permanences sera, également, assuré 24/24 h, tout au long du mois sacré, avec le renforcement des interventions, afin d'éviter l'accumulation des déchets et préserver la propreté de l'environnement. S'agissant du volet préventif, l'entreprise avait procédé au lancement d'une campagne de sensibilisation depuis une vingtaine de jours, destinée à inciter les citoyens à une consommation plus responsable et à lutter contre le gaspillage, en mettant en lumière les répercussions économiques, environnementales et sanitaires de ce phénomène.

A ce titre, Mme Yacoubi a rappelé que l'amoncellement des déchets, majoritairement composés de matières organiques, favorise leur décomposition ainsi que la prolifération d'insectes et la diffusion d'odeurs nauséabondes, ce qui représente un danger pour la santé publique et une dégradation du cadre de vie général. Par conséquent, elle a appelé les citoyens et les commerçants à respecter les horaires de dépôt des ordures, à utiliser des sacs adaptés, et à procéder au tri préalable des déchets, afin de faciliter le travail des agents d'entretien et de garantir la salubrité de l'environnement, tout au long du mois de Ramadhan.

APS

À L'OCCASION DE L'AVÈNEMENT DU MOIS SACRÉ DE RAMADHAN

Le président de la République adresse ses vœux au peuple algérien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mercredi soir, ses vœux au peuple algérien, à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan.

Dans un message de vœux adressé au peuple algérien à cette occasion, le président de la République a dit : "Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, Prière et paix sur notre Prophète et Guide Mohammed (QSSSL) Citoyennes, Citoyens, Nous rendons grâce à Allah, Le Très-Haut, de nous avoir permis d'accueillir le mois sacré et béni de Ramadhan. A cette occasion, il m'est particulièrement agréable d'adresser à toutes les Algériennes et à tous les Algériens mes meilleurs vœux, priant Le Tout-Puissant d'en faire un mois de bienfaits, de bénédictions et de solidarité.

Je tiens également à saluer tous les efforts qui ont mis notre pays à l'abri des fluctuations, en assurant la disponibilité de tous les produits dont les citoyens ont besoin. Nous devons joindre nos efforts pour maintenir cette abondance et éviter toute forme de spéculation et de gaspillage. Alors que nous accueillons le mois de la miséricorde et du pardon, je ne manquerai pas de présenter mes vœux aux enfants de notre communauté à l'étranger, sans oublier nos frères en Palestine meurtrie, priant Dieu Tout-Puissant d'apaiser leurs souffrances. Bon Ramadhan à tous, Ramadhan karim. Vive l'Algérie libre et altière, Gloire et éternité à nos valeureux martyrs".

SOMMET DE NEW DELHI

Guterres appelle à la création d'un fonds mondial pour aider les pays vulnérables à bénéficier de l'IA

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a appelé jeudi à la création d'un fonds mondial de 3 milliards de dollars pour l'intelligence artificielle afin d'aider les pays en développement à se doter des capacités de base et à éviter d'être laissés pour compte.

S'exprimant lors du sommet AI India à New Delhi, Guterres a déclaré que l'avenir de l'IA "ne peut être décidé par une poignée de pays ni laissé aux caprices de quelques milliardaires", ajoutant que "l'IA doit appartenir à tous". "Nous devons remplacer la surenchère et la peur par des données probantes partagées et combler les lacunes en matière de connaissances", a-t-il affirmé.

Guterres a rappelé que l'Assemblée générale de l'ONU avait créé l'année dernière un groupe scientifique international indépendant sur l'IA et lancé un dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA au sein des Nations Unies, afin, a-t-il dit, "d'harmoniser les efforts, de défendre les droits humains, de prévenir les abus et de renforcer nos mesures de sécurité communes, fondement de l'interopérabilité".

Avertissant que sans investissement, de nombreux pays seront exclus de l'ère de l'IA", Guterres a déclaré que "l'IA devait être accessible à tous".

A cet égard, il a proposé la création d'un fonds mondial pour renforcer les capacités des pays en développement, en matière de compétences, de données, de puissance de calcul abordable et d'écosystèmes inclusifs.

"Notre objectif est de 3 milliards de dollars. Cela représente moins de 1 % du chiffre d'affaires annuel d'une seule entreprise technologique. Un faible prix à payer pour une diffusion de l'IA qui profite à tous, y compris aux entreprises qui développent des technologies d'IA", a-t-il affirmé.

Guterres a indiqué que l'IA pouvait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, accélérer les percées scientifiques et améliorer l'accès aux services publics essentiels, mettant toutefois en garde contre le risque d'aggraver les inégalités, d'amplifier les préjugés et de causer des préjudices.

APS